

Compte-rendu de la réunion de 2018 du Forum Politique de Haut Niveau sur le développement durable: 9-18 juillet 2018

L'édition 2018 de la réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a eu lieu du 9 au 18 juillet 2018, au Siège de l'ONU à New York. La réunion s'est concentrée sur le thème «Transformation vers des sociétés durables et résilientes». Au cours de la première semaine de la réunion, le Forum a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement 2030, en accordant une attention particulière aux sociétés résilientes.

Les évaluations thématiques ont porté sur :

- Transformation vers des sociétés durables et résilientes - Renforcer la résilience;
- Faire progresser la science, la technologie et l'innovation (STI) pour les Objectifs de Développement Durable (ODD);
- Perspective des petits États insulaires en développement (PEID);
- Perspectives des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral (PDSL) et des pays à revenu intermédiaire (PRI);
- Mise en œuvre des ODD: enseignements provenant des régions; et
- Perspectives de la société.

En outre, les ODD suivants ont fait l'objet d'un examen approfondi:

- ODD 6 (eau et assainissement);
- ODD 7 (énergie);
- ODD 11 (villes durables);
- ODD 12 (consommation et production durables);
- ODD 15 (écosystèmes terrestres); et
- ODD 17 (partenariats pour les objectifs), qui est révisé chaque année.

La première semaine s'est terminée le vendredi 13 juillet par une séance sur «Ne laisser personne derrière : sommes-nous en train de réussir?».

Le Segment ministériel a eu lieu du 16 au 18 juillet, et 46 pays ont présenté leurs évaluations nationales volontaires (ENV). Le Segment ministériel comprenait également:

- le rapport du secrétaire général des Nations Unies sur les thèmes et les discussions thématiques de la session de l'ECOSOC de 2018;
- une allocution du Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement;
- les rapports des forums régionaux;

- le rapport du Comité des politiques de développement; et
- les déclarations des ministres et d'autres représentants de haut niveau des États membres.

Le secrétaire général des Nations Unies a prononcé un important discours avant la séance de clôture du Forum le mercredi 18 juillet. Une déclaration ministérielle a été adoptée sur le thème «Transformation vers des sociétés durables et résilientes» lors de la séance de clôture, après un vote sur trois paragraphes portant sur : les moyens de mise en œuvre (MMCE) et les partenariats mondiaux; la paix et la sécurité; et sur l'égalité entre les sexes. L'ensemble de la déclaration ministérielle a également été mise aux voix, suite à une demande des États-Unis. La déclaration a été adoptée par 164 voix pour, 2 voix contre et 0 abstention.

Bref historique du FPHN

Le FPHN a été créé en juillet 2013 par la résolution 67/290 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en tant que principal forum pour les questions de développement durable au sein de l'ONU. Le FPHN est l'un des principaux résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Dans ce numéro

Bref historique du FPHN	1
Compte-rendu du FPHN de 2018	1
Mise en œuvre du Programme 2030 pour les sociétés ..	3
résilientes	3
Examens thématiques	3
Examen de la mise en œuvre des ODD	6
Ne laisser personne derrière: sommes-nous en train de ..	8
réussir?	8
Segment ministériel	9
Évaluations nationales volontaires	10
Discours liminaire du secrétaire général des Nations ...	16
Unies	16
Adoption de la Déclaration ministérielle et du projet de	16
rapport du FPHN.	16
Brève analyse du FPHN de 2018	17
Réunions à venir	19
Glossaire	20

de 2012 (Rio + 20). Le FPHN a remplacé la Commission du développement durable (CDD), créée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Sommet de la Terre). La résolution de l'AGNU demande au FPHN de se réunir sous les auspices de l'ECOSOC chaque année, et sous les auspices de l'AGNU tous les quatre ans (la prochaine session de l'AGNU aura lieu en 2019) pour:

- fournir un leadership politique, des orientations et des recommandations pour le développement durable;
- assurer le suivi et examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements de développement durable;
- renforcer l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- élaborer un programme focalisé, dynamique et axé sur l'action, veillant à la prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents en matière de développement durable.

En septembre 2015, le Sommet des Nations Unies sur le développement durable a adopté le thème «Transformer notre monde: Programme de développement durable à l'horizon 2030» (Programme 2030), un ensemble comprenant les 17 ODD, 169 cibles et un cadre pour le suivi et l'examen de la mise en œuvre. Le Programme 2030 appelle le FPHN à jouer un rôle central dans le processus de suivi et d'examen au niveau mondial et à effectuer des évaluations nationales volontaires dirigées par les États, en vue de fournir une plateforme pour les partenariats.

Principales étapes décisives

Première session du FPHN: La session inaugurale d'une journée du FPHN, le 24 septembre 2013, s'est tenue sous les auspices de l'AGNU, après la séance de clôture de la CDD. Les chefs d'États et de gouvernements ont formulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN qui devrait : inclure les parties prenantes, mettre l'accent sur la responsabilité, réviser le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et traiter les problèmes sous les aspects scientifiques et locaux. Un accord général s'est dégagé sur la nécessité d'un véritable équilibre entre les trois dimensions du développement durable, et sur la nécessité pour le FPHN de chercher à intégrer ces dimensions dans l'ensemble du système des Nations Unies.

FPHN 2014: La deuxième session du FPHN (30 juin - 9 juillet 2014) a donné lieu à de nombreux dialogues sur le thème clé «Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et tracer la voie pour un programme de développement ambitieux pour l'après-2015, englobant les ODD. Alors que les participants attendaient l'adoption du programme pour l'après-2015, la Déclaration ministérielle adoptée à la fin du Forum était centrée sur la nécessité de remédier aux lacunes identifiées dans la mise en œuvre des OMD; et sur la réaffirmation de l'engagement en faveur d'un programme pour l'après-2015 solide, ambitieux, inclusif et axé sur les populations.

FPHN 2015: La troisième session du FPHN (26 juin - 8 juillet 2015) a également été à nouveau décrite comme une réunion «générique» organisée en attendant l'adoption du programme de développement pour l'après-2015. Outre les discussions sur des questions telles que l'avenir du FPHN, le soutien à l'action nationale à travers les résultats du FPHN et le maintien de l'implication de la science dans la mise en œuvre des ODD, la Déclaration ministérielle a demandé au Président de l'ECOSOC de publier les compte-rendus des discussions qui ont eu lieu pendant le Forum sous forme de contribution à la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement et aux négociations intergouvernementales sur le programme pour l'après-2015.

HLPF 2016: La quatrième session du FPHN (11-20 juillet 2016) a été la première tenue après l'adoption du Programme 2030. Il s'agissait aussi de la première session comprenant les ENV – 22 pays ont présenté leurs expériences dans la mise en œuvre du Programme 2030. Cette session était également la première où des éléments de la Déclaration ministérielle étaient mis aux voix en raison d'un paragraphe controversé relatif à l'Accord de Paris sur le changement climatique, qui est resté inchangé.

FPHN 2017: Des examens approfondis des ODD ont été menés lors de cette session (10-19 juillet 2017), avec une concentration sur six objectifs: ODD 1 (pas de pauvreté); ODD 2 (faim zéro); ODD 3 (bonne santé et bien-être); ODD 5 (égalité entre les sexes); ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure); et ODD 14 (vie sous l'eau). L'ODD 17 (partenariats pour les objectifs) a également été examiné et sera révisé chaque année. Le nombre de pays présentant des ENV a presque doublé pour atteindre 43. Deux éléments de la Déclaration ministérielle - relatifs aux territoires occupés et au système commercial multilatéral – ont été à nouveau mis aux voix. Alors que la Déclaration a été adoptée avec les deux paragraphes par un soutien massif, un certain nombre de pays se sont abstenus de voter, protestant contre le fait que le processus de vote même a dilué un signal politique fort du FPHN.

Compte-rendu du FPHN de 2018

La Présidente de l'ECOSOC, Marie Chatardová, a ouvert l'édition 2018 du FPHN lundi le 9 juillet, et a invité les États membres à adopter l'ordre du jour provisoire (E/HLPF/2018/1). Dans son discours d'ouverture, Mme Chatardová a déclaré que la participation de plus de 80 ministres et vice-ministres et de 2 500 acteurs non étatiques au FPHN illustre le pouvoir de ralliement des ODD.

Liu Zhenmin, secrétaire général adjoint aux Affaires économiques et sociales des Nations Unies, a présenté le rapport d'étape du secrétaire général des Nations Unies sur les ODD (E/2018/64). Il a souligné les défis suivants: le changement climatique et les zones de conflit; la protection sociale inadéquate; l'aggravation de la faim; l'inégalité entre les sexes; les pressions exercées sur les terres, les forêts et les moyens de subsistance; une diminution générale de l'aide publique au développement (APD) au niveau mondial; et le sous-financement de la collecte des données pour les ODD dans les pays en développement.

Le conférencier principal, Jeffrey Sachs de Columbia University, a déclaré que la cupidité et les intérêts acquis des compagnies de charbon, de pétrole et de gaz constituent le principal obstacle à la réalisation des ODD. Il a dénoncé les chaînes d'approvisionnement non durables de l'industrie alimentaire mondiale et les produits malsains. Citant les chevauchements dans les tableaux de classement du développement durable et du bonheur, il a déclaré que le développement durable favorise le bien-être et le bonheur, alors que les réductions d'impôts pour les riches minent les dimensions essentielles des ODD. Il a demandé aux pays riches et aux particuliers de combler le déficit de financement de 200 milliards US \$ requis pour réaliser les ODD : en augmentant l'APD; en utilisant 1% de la richesse de 2 208 milliardaires du monde; en fermant les paradis fiscaux; en taxant les cinq grandes entreprises technologiques mondiales qui détiennent le monopole; en taxant les transactions financières; en instituant une taxe mondiale sur le carbone; et en adoptant des mesures pour lutter contre l'évasion fiscale à grande échelle.

La conférencière principale, María Soledad Cisternas Reyes, Envoyée spéciale du secrétaire général des Nations Unies sur le handicap et l'accessibilité, a présenté les moyens pour rendre le Programme 2030 plus inclusif, notamment, l'amélioration de l'accès aux technologies pour assurer les droits de l'homme et le renforcement de la démocratie.

Le conférencier principal, Alex Steffen de Worldchanging.com, a parlé de la tension essentielle qui doit être abordée tout comme celle qui existe entre les économies durable et non durable, et qui peut être résolue grâce à l'innovation humaine et à la contribution de la technologie. Il a souligné l'importance de la rapidité dans la mise en œuvre du Programme 2030.

Mise en œuvre du Programme 2030 pour les sociétés résilientes

Cette session tenue le lundi 9 juillet et organisée en deux sous-sections, était présidée par la Présidente de l'ECOSOC, Chatardová, et modérée par Emily Pryor, de Data2X.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation des ODD: Ouvrant cette sous-session, Pryor a attiré l'attention sur les exemples de la Finlande et du Vietnam dans le domaine de la collecte et de l'utilisation des données ventilées par sexe.

La panéliste Åsa Regnér, de l'ONU Femmes, a souligné que bien que plus de filles soient scolarisées qu'il y a dix ans et que plus de femmes participent à la vie politique, les progrès sont lents, les femmes étant disproportionnellement touchées par l'extrême pauvreté et le manque d'accès à l'eau potable.

Le panéliste Pádraig Dalton du Bureau central des statistiques irlandaises, a souligné: la nécessité de veiller à ce que les institutions qui collectent et compilent les données relatives aux ODD soient reconnues à la fois par les citoyens et par les décideurs; et l'importance de données accessibles et suffisantes pour les décideurs.

La panéliste Grace Bediako de la Commission de planification du développement national du Ghana, a déclaré que les ODD sont mis en œuvre au Ghana à travers un système de planification décentralisé.

La commentatrice principale Sofia Monsalve Suárez de FIAN International, a signalé le manque de données suffisantes pour évaluer les inégalités, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays. Elle a averti que la façon dont les «masses de données» sont compilées et utilisées ne respecte pas toujours les droits de l'homme ou ne correspond pas à l'intention des ODD.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont parlé, entre autres: des propositions pour des approches plus efficaces et coordonnées de la collecte des données, notamment: la collecte des données au niveau communautaire; les méthodes pour améliorer la rétroaction et les réponses politiques au niveau national; une meilleure coordination des systèmes statistiques des Nations Unies; et une attention à la ventilation des données statistiques relatives aux facteurs de risque pour les jeunes et les besoins des personnes handicapées. Des appels ont été lancés en faveur d'efforts particuliers pour intégrer les contributions et les connaissances locales des peuples autochtones.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/vol33/enb3338f.html>

De meilleures données pour le développement durable: Le paneliste Zachary Chege de la Commission de statistique des Nations Unies, a parlé du lien entre les lacunes observées dans l'évaluation des progrès et les résultats médiocres du développement, et a appelé à une meilleure coordination des donateurs pour régler le problème de sous-financement dans le

domaine de la collecte des données. Il a attiré l'attention sur les plans visant à lancer un cadre pour les données relatives aux ODD lors du Forum mondial sur les données de 2018 à Dubaï.

La panéliste Nancy Potok, statisticienne en chef des États-Unis, a souligné le rôle joué par les offices nationaux de statistique (ONS) en tant que conservateur, dans la transformation des données fiables en perspectives.

La panéliste Shaïda Badiee de l'Open Data Watch, a déclaré qu'il existe un déficit de financement annuel de 280 millions US \$ pour les données qui permettent d'assurer le suivi des ODD, et a appelé à un soutien politique et à un financement national.

L'animatrice Leesha Delatie-Budair de l'Institut de statistique de la Jamaïque, a souligné la nécessité d'intégrer les ODD dans les programmes statistiques mondiaux, régionaux et nationaux. Elle a appelé à l'amélioration de la capacité technique des ONS, de la capacité des institutions, de l'information du public et à la prise en compte des pays endettés et vulnérables.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont parlé entre autres: d'un calendrier pour la collecte des données sur les indicateurs des ODD des niveaux II et III; d'un accent sur les besoins en matière de données des pays classés dans les rangs inférieurs de l'indice des ODD; de l'utilisation des données collectées par les organisations de la société civile (OSC); du renforcement de la coopération en matière de capacité en matière de statistiques et du partage avec les pays vulnérables; et de la conformité aux critères de l'ONU en matière de statistiques.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3338f.html>

Examens thématiques

Transformation vers des sociétés durables et résilientes:

Renforcer la résilience: Cette session tenue le mardi 10 juillet était présidée par Inga Rhonda King, Vice-présidente de l'ECOSOC.

La modératrice Emily Wilkinson de l'Institut de développement d'Outremer, a déclaré que les catastrophes et les crises ont souvent leurs racines dans des modèles économiques ou modèles de développement urbain.

La panéliste Isabelle Durant, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a souligné que de meilleures infrastructures, l'annulation de la dette et les progrès technologiques constituent des moyens pour améliorer la résilience des pays vulnérables.

La panéliste Dereje Wordofa du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a identifié les investissements nécessaires pour l'éducation des jeunes, la lutte contre la violence sexiste, le renforcement des systèmes de santé et la compréhension des données démographiques en tant qu'élément essentiel de la résilience.

Le panéliste Jeb Brugmann, du programme 100 villes résilientes, a souligné que les problèmes structurels à long terme entravent les efforts de redressement de Porto Rico.

Le panéliste David Smith de l'Université des Indes occidentales, a mis l'accent sur les investissements dans le capital humain pour relever les défis liés au climat et propres aux PEID.

Le commentateur principal Vuk Žugić, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, a proposé d'examiner la résilience sous l'angle des «cinq P» du Programme 2030: peuple, prospérité, planète, paix et partenariats.

La commentatrice principale Marikris de Guzman, du Réseau des Jeunes d'Asie pour la réduction des risques de catastrophes, a parlé de son expérience en lien avec la Conférence ministérielle asiatique de 2018 sur la réduction des risques de catastrophes,

notamment sur la nécessité d'aller au-delà des grandes infrastructures et des solutions technologiques pour se concentrer sur les politiques axées sur les populations.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité des synergies entre les différents niveaux de gouvernance, y compris entre la gouvernance locale et l'ONU, ainsi qu'avec plusieurs dispositions de l'Accord de Paris. Les panélistes ont souligné le rôle de la suspension de la dette, et l'importance des droits de l'homme dans le renforcement de la résilience.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3339f.pdf>

Faire progresser la science, la technologie et l'innovation pour les ODD: Cette session qui a eu lieu le 10 juillet, était présidée par la Vice-présidente de l'ECOSOC, King.

Toshiya Hoshino, Co-président du Forum de la science, technologie et innovation (STI), a présenté un compte-rendu de la troisième réunion annuelle du Forum tenue en juin 2018, en mettant l'accent sur: l'engagement des jeunes en faveur de la consommation et de la production durables (CPD); la réglementation de l'agriculture; et le rôle crucial des feuilles de route en tant qu'outils de suivi par les gouvernements.

Le Co-président du Forum sur les STI, Juan Sandoval-Mendiola, a indiqué que les changements technologiques rapides dont l'importance est primordiale pour les ODD, figurent désormais à l'ordre du jour de l'AGNU. Il a appelé à davantage de considérations éthiques dans le déploiement des technologies.

La modératrice Norma Munguía Aldaraca, du ministère mexicain des Affaires étrangères, a appelé à des efforts pour remédier aux inégalités engendrées par les changements technologiques rapides, et a invité le Forum de la STI à jouer un rôle dans l'élaboration des politiques publiques.

La panéliste Endah Murniningtyas, Co-présidente du groupe de scientifiques pour le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR), a présenté les quatre principales questions à examiner dans le GSDR de 2019: le rôle de la STI dans la compréhension de la complexité des ODD, les interdépendances et les compromis; la nécessité d'améliorer le lien entre science et politique; la contribution de la science à la surveillance des ODD; et l'accroissement de l'interdisciplinarité de la science pour le développement durable.

Le paneliste Nebojša Nakićenović, de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), a déclaré que trois milliards de personnes ont été laissées pour compte par la «quatrième révolution industrielle», mais que les politiques de la STI pourraient rendre abordable et efficace la transformation vers des sociétés inclusives et équitables. Il a ajouté que la STI peut jouer un rôle important dans le renforcement des capacités humaines, l'éducation et la CPD.

Le panéliste Carsten Fink, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a présenté l'indice mondial de l'innovation qui comprend 80 indicateurs dont l'environnement politique, l'éducation et l'infrastructure.

Le conférencier invité Ernest Foli, de Forestry Research Institute, Ghana, a déclaré qu'un atelier régional africain multipartite sur le rôle de la STI dans la mise en œuvre des ODD en Afrique a souligné que la transformation de l'Afrique viendra de l'intérieur, et que les investissements dans les infrastructures, l'éducation et la diversification des compétences des populations doivent d'être augmentés.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté notamment: de l'impérieuse nécessité d'utiliser la STI pour atteindre les groupes vulnérables et les impliquer; le lancement des projets visant à tirer parti de la STI pour le développement

international et l'inclusion sociale; la nécessité d'aborder la privatisation des connaissances et la socialisation des coûts; et le rôle de la STI dans le développement rural.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3339f.pdf>

Perspectives des PEID: Cette session qui a eu lieu le mercredi 11 juillet était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Marc Pecsteen.

La modératrice Elizabeth Thompson, Représentante permanente désignée de la Barbade auprès des Nations Unies, a souligné le double défi de l'eau et de l'énergie auquel sont confrontés les PEID.

Le panéliste Alexander Teabo, ministre de l'environnement, des terres et du développement agricole de Kiribati, a déclaré que la taille, l'éloignement et la vulnérabilité des PEID créent un stress hydrique important.

La panéliste Tessa Williams-Robertson, de la Banque de développement des Caraïbes, a identifié le leadership politique, un environnement propice à l'investissement et la diversification des sources d'énergie comme éléments essentiels de la sécurité énergétique dans les PEID.

Le panéliste Adrianus Vlugman, de l'Organisation panaméricaine de la santé, a livré des observations sur le lien entre l'énergie et l'eau, et sur les défis de la gouvernance fragmentée et des politiques à court terme, tout en soulignant le recyclage de l'eau comme une voie à suivre.

Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Haute Représentante pour les PMA, les PDSL et les PEID, a signalé des progrès insuffisants sur les modes d'actions accélérées des PEID de 2014 (SAMOA).

L'animatrice Rhonda Robinson, du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, a proposé des idées pour un environnement propice à une gouvernance efficace de l'eau dans les PEID, notamment le soutien au rôle des femmes, le développement des capacités et le partage des connaissances entre les PEID.

L'animatrice Addys Claribel Then Marte, de l'ONG Alianza, a appelé à une participation accrue des citoyens aux questions énergétiques dans les PEID.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont parlé entre autres: des cadres d'investissement pour la résilience; des liens entre le programme de SAMOA et le Programme 2030, et des priorités pour l'examen à mi-parcours du Programme de SAMOA, y compris le financement; ainsi que de la participation des personnes handicapées et des jeunes à la conception des stratégies de préparation aux catastrophes et de réduction des risques.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3340e.pdf>

Perspectives des PMA, des PDSL et des PRI: Cette session qui a eu lieu le 11 juillet était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, M. Pecsteen.

La modératrice Karin Fernando du Centre d'analyse de la pauvreté du Sri Lanka, a souligné plusieurs défis de l'urbanisation tels que les problèmes de gouvernance, la pollution, les inégalités et la vulnérabilité accrue face aux catastrophes.

Le panéliste Kaba Urgessa, ministre d'État pour la durabilité environnementale, Éthiopie, a parlé des efforts nationaux visant à: répondre aux besoins d'une population essentiellement rurale; créer des emplois pour 60% de la population âgée de moins de 25 ans; mettre en œuvre une stratégie d'économie verte résiliente au climat par le biais d'une gouvernance décentralisée; et augmenter la résilience à la sécheresse.

La panéliste Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Haute Représentante pour les PMA, les PDSL et les PEID, a énuméré les priorités de la lutte contre les niveaux plus élevés de pauvreté

et de vulnérabilité aux changements climatiques dans les PMA et les PDSL, notamment: une croissance économique soutenue; un accès à une énergie fiable et durable; une connectivité cellulaire et à haut débit; la technologie et l'innovation; l'inclusion; l'accès au financement; le renforcement des capacités; et l'investissement étranger direct et durable.

Le panéliste Felipe Castro Pachón, du Département de la planification nationale, Colombie, a souligné les difficultés rencontrées par les PRI, notamment leur diversité, la densité démographique et les niveaux des inégalités. Il a demandé qu'un accent soit mis sur la diversification économique; les améliorations qualitatives du système économique; la coopération internationale ciblée; et sur les sources de financement nouvelles et novatrices.

La panéliste Maruxa Cardama, de l'Alliance des villes, Belgique, a appelé à une approche intégrée et systémique pour aborder l'urbanisation axée sur la gouvernance, l'économie, le civisme et l'environnement, avec la résilience comme interconnecteur.

L'animateur Idriss Maïga Alzouma, du Forum africain des personnes handicapées, a souligné que la majorité du milliard de personnes handicapées dans le monde vit dans les PMA, les PDSL et les PRI, et a appelé à des partenariats mondiaux pour les soutenir.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres : d'une augmentation de l'APD et de l'allègement de la dette pour les PMA, ainsi que d'une session consacrée aux PMA lors des réunions du FPHN; d'un soutien adéquat aux défis des PRI dans le système des Nations Unies, y compris des réunions sur les progrès accomplis par les PRI vers la réalisation des ODD, lors des sessions du FPHN; de l'importance de la coopération régionale multipartite; du soutien pour accroître la capacité de résilience des PDSL; de la reconnaissance des droits des peuples autochtones à la terre et aux ressources; de la participation active à l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Vienne en 2019; et de la nécessité d'un budget qui tient compte des questions de genre.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3340e.pdf>

Mise en œuvre des ODD: Enseignements tirés des régions: Cette session qui s'est tenue le jeudi 12 juillet, était présidée par Jerry Matthews Matjila, Vice-président de l'ECOSOC, et animée par Alicia Bárcena de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

La panéliste Vera Songwe, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a attiré l'attention sur le retour de la croissance économique dans la Région Afrique et sur l'aggravation des inégalités et de la pauvreté extrême; et a expliqué les efforts mis en œuvre pour intégrer le Programme 2030 et le Programme 2063 de l'Union africaine.

Le panéliste Mohamed Ali Alhakim, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, a mis l'accent sur les défis régionaux, notamment: l'inégalité entre les sexes; une population jeune dans une région à croissance économique lente; l'exposition aux fluctuations des prix du pétrole; la réduction de l'accès au financement international; l'inégalité; et l'urbanisation côtière. Il a appelé au soutien des États membres en faveur des efforts déployés pour établir la paix dans la région.

La panéliste Olga Algayerova, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, a abordé: les inégalités économiques; la pénurie d'eau; les niveaux élevés de chômage des jeunes; et l'aggravation des tendances environnementales dans la région.

Le panéliste Kaveh Zahedi, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a déclaré que les meilleurs efforts de la région en vue de la réalisation des ODD sont insuffisants, sauf en ce qui concerne l'éducation. Il a souligné: la détérioration de la santé des océans; les émissions élevées de gaz à effet de serre (GES); et les inégalités exacerbées par la dégradation de l'environnement et les catastrophes.

Bárcena a présenté le rapport pour la Région CEPALC, en mettant l'accent sur l'importance de la mise en œuvre du Programme 2030 à un moment où l'on assiste à l'affaiblissement du multilatéralisme, à l'émergence du protectionnisme, à la consolidation budgétaire, à la méfiance du public vis-à-vis des institutions, à la fragmentation politique, à l'accroissement des inégalités et à l'imminence d'une guerre commerciale.

L'animatrice Tatyana Valovaya, de la Commission économique pour l'Eurasie, a parlé des avantages de l'intégration économique pour faciliter la mise en œuvre des ODD.

L'animatrice, Alma Sinumlag, du Centre de recherche sur l'éducation et l'action des femmes de la Cordillère, a souligné les obstacles structurels à la réalisation du Programme 2030, notamment: les sociétés multinationales «axées sur la cupidité»; l'absence de consentement préalable en connaissance de cause; et une gouvernance «patriarcale, chauvine».

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres, des questions suivantes: le rôle des accords internationaux et régionaux dans la mise en œuvre du Programme 2030; le besoin des ressources financières, techniques et humaines; l'action sur le plastique à usage unique; la nécessité d'une assistance pour la localisation du Programme 2030; le rôle des commissions régionales dans l'harmonisation de la collecte et de l'interprétation des données; et l'importance de la participation des parties prenantes à la mise en œuvre du Programme 2030. Les panélistes ont en outre souligné la nécessité: d'un rôle plus important aux forums régionaux pour leur permettre d'alimenter le FPHN; et l'intégration économique régionale pour réaliser les ODD.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/vol33/enb3341f.html>

Perspectives de la société: Cette session, tenue le 12 juillet, a été organisée avec les grands groupes et d'autres parties prenantes. Elle était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC Matjila.

La modératrice Luisa Emilia Reyes Zuñiga, du Mécanisme de coordination du FPHN, a déclaré qu'il y a des tentatives d'intimidation et de harcèlement des parties prenantes par certains États membres, et a appelé à un examen des modalités d'engagement des parties prenantes lors du prochain examen du FPHN.

La panéliste Haydée Rodriguez, de l'Unión de Cooperativas de Mujeres Productoras Las Brumas, a appelé à l'engagement des femmes au niveau de base, pour mettre en œuvre les efforts de RRC et le Programme 2030.

Le panéliste Ruben Zondervan, de Earth System Governance Project, a offert des précisions sur le rôle de la communauté scientifique dans la fourniture des preuves et des données pour le développement durable, notamment en expliquant le rôle des ODD en tant qu'«objectifs ambitieux» qui peuvent faire progresser la cohérence normative et l'alignement des acteurs.

La panéliste Jolly Amatya, de Major Group for Children and Youth, a appelé à un processus global par l'ECOSOC pour faire le bilan des partenariats public-privé, tout en soulignant qu'il existe des frontières planétaires fondamentales, que personne n'est illégal et que la technologie n'est pas neutre.

La commentatrice principale Vitalice Meja, de Reality of Aid Network Africa, a mis l'accent sur l'importance de travailler avec les communautés; de rendre plus transparents les rapports des États membres sur les ODD; et de laisser suffisamment d'espace aux OSC à l'intérieur des pays.

Le commentateur principal Berry Vrbanovic, Maire de Kitchener, Ontario, Canada, a qualifié de «tsunami silencieux» l'adoption du Programme 2030 au niveau local de gouvernance.

Au cours du débat, les participants ont abordé entre autres: la nécessité de tenir compte des personnes âgées dans la mise en œuvre des ODD; la participation multipartite dans les délégations du FPHN; l'importance de l'éducation eu égard à la transformation par les ODD envisagée; la nécessité de protéger les droits des peuples autochtones sur leurs terres, territoires et ressources; l'amélioration de la sensibilisation des OSC sur les ODD; la nécessité de renforcer les capacités des organisations de base pour accéder au financement et accroître l'impact; et la nécessité de renforcer les synergies entre les forums régionaux et mondiaux.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3341f.html>

Examen de la mise en œuvre des ODD

ODD 6 (eau et assainissement): Cette session qui a eu lieu le 9 juillet, était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Mahmadamin Mahmadaminov, et modérée par Joakim Harlin, de l'ONU-Eau.

Yongyi Min, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES ONU), a souligné que les conflits constituent un obstacle à la réalisation de l'ODD 6, expliquant que 83% des personnes vivant dans des États fragiles n'ont pas accès à l'eau potable. Elle a ajouté que plus de deux milliards de personnes vivent dans des conditions de stress hydrique, et que cet état de chose sera exacerbé par le changement climatique.

Stefan Uhlenbrook, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a averti que le monde n'est pas sur la bonne voie pour la réalisation de l'ODD 6, et a mis l'accent sur: l'augmentation de la pollution des eaux douces; les impacts du changement climatique; les liens entre les conflits et l'utilisation de l'eau; et le besoin d'efficacité dans l'énergie et l'agriculture.

La conférencière invitée, Mina Guli, porte-parole pour les questions de l'eau et «ultra marathonnienne», a souligné que les inégalités entre les sexes résultent du manque d'accès à l'eau potable qui augmente le temps passé par les femmes à aller chercher de l'eau, et réduit leur temps d'éducation et leurs activités génératrices de revenus.

Le panéliste Danilo Türk, membre du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix et ancien Président de la Slovénie, a déploré l'absence de leadership politique derrière la coopération sur l'eau, et a salué l'intérêt du Conseil de sécurité des Nations Unies pour les liens entre le stress hydrique et la paix.

Le panéliste Callist Tindimugaya, du Ministère de l'eau et de l'environnement de l'Ouganda, a appelé à un renforcement de la collaboration transfrontalière et à un soutien politique de haut niveau pour la gestion de l'eau.

Le panéliste Claudia Sadoff, de l'Institut international de la gestion des ressources en eau, a plaidé pour une réflexion plus circulaire et durable sur l'eau. Elle a souligné l'importance de la gouvernance, de la réforme et des partenariats.

Le panéliste Lucía Ruiz, Vice-ministre de l'environnement du Pérou, a souligné la nécessité d'une gestion intégrée de l'eau, et de la participation active des détenteurs de savoirs autochtones.

Le commentateur Thomas Stratenwerth, du Ministère allemand de l'environnement, a appelé à une réunion officiellement mandatée pour fournir des conseils au système des Nations Unies sur l'ODD 6.

Le commentateur principal Neil Jeffery, de Water and Sanitation for the Urban Poor, a présenté le travail de son entreprise en Afrique et en Asie sur le renforcement des capacités institutionnelles.

Léo Heller, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, a appelé à une plus grande intégration des droits de l'homme, y compris le principe d'accessibilité et le traitement des inégalités, dans les données ventilées.

La commentatrice principale Florencia Marerua de WaterAid, a souligné l'importance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) dans la prévention de la mortalité maternelle et néonatale.

Le commentateur principal Ney Maranhão, de l'Agence nationale des ressources en eau du Brésil, a présenté l'expérience du Brésil dans le domaine de la construction des réservoirs d'eau pour fournir de l'eau douce pendant les sécheresses.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres des questions suivantes: les liens entre le stress hydrique et le changement climatique, et entre la sécheresse et les changements socio-économiques; le rôle de la bonne gouvernance et de la diplomatie de l'eau; les liens entre le stress hydrique et les conflits, et la nécessité d'une diplomatie de l'eau; l'impact de la privatisation de l'eau sur l'équité et l'accès; et les droits des petits exploitants agricoles et des peuples autochtones. Des appels ont été lancés en faveur d'une conférence internationale sur la gestion de l'eau, pour discuter de l'infrastructure et du financement. Le Partenariat français pour l'eau et d'autres ont proposé un examen plus soutenu de l'ODD 6 dans le processus du FPHN.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse : <http://enb.iisd.org/vol33/enb3338e.html>.

ODD 7 (énergie): Cette session qui a eu lieu le 10 juillet, était présidée par la Présidente de l'ECOSOC, Chatardová.

Heather Page, DAES ONU, a présenté un aperçu statistique des progrès réalisés sur l'ODD 7, indiquant que le nombre de personnes sans électricité est descendu en-dessous du «seuil symbolique» d'un milliard.

Le modérateur Adnan Amin, de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, a parlé des évolutions positives survenues dans les énergies renouvelables depuis 2015, incluant notamment: l'engagement par la Chine, l'Inde et l'Arabie saoudite à installer des centaines de gigawatts d'énergie renouvelable; et la baisse des coûts favorable à la rentabilisation des énergies renouvelables.

Le panéliste Siri Jirapongphan du Ministère de l'énergie de la Thaïlande, a décrit les politiques qui ont permis à la Thaïlande d'assurer un accès quasi universel à l'énergie.

Le panéliste Laurence Tubiana de la Fondation européenne pour le climat, a mis l'accent sur le rôle central du transport et des énergies propres pour l'industrie.

Sheila Oparaocha d'ENERGIA, a appelé à : une action sexo-spécifique sur les politiques énergétiques, des rôles dans les services publics, l'investissement et l'entrepreneuriat, et au renforcement des capacités. Ricardo Puliti, du Groupe de la Banque mondiale, a souligné le rôle du secteur privé, de la politique, de la réforme de la réglementation et des instruments financiers dans le traitement du risque du secteur privé.

Le commentateur principal Hans Olav Ibrekk, du Ministère norvégien des affaires étrangères, a mis l'accent sur les considérations relatives à l'égalité entre les sexes et à l'équité, dans le contexte de l'ODD 7, et a proposé un mécanisme de contrôle intergouvernemental.

La commentatrice principale Cheng Mengrong de l'Organisation pour le développement et la coopération mondiale en matière d'interconnexion énergétique, a parlé de la stratégie d'interconnexion énergétique mondiale de la Chine visant à réaliser l'efficacité dans la transmission de l'énergie dans le monde, qui consiste à relier les bases d'énergie propre aux charges électriques.

Joan Carling de la Fondation Tebtebba, a appelé à de nouvelles capacités dans le secteur privé pour répondre aux besoins locaux et prendre en compte les droits humains des communautés locales.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté notamment de: l'importance de la tarification du carbone et des taxes sur le carbone pour réduire l'intensité en carbone des économies nationales; la nécessité de supprimer les subventions aux combustibles fossiles; la manière dont l'ONU peut contribuer à catalyser les investissements dans les énergies renouvelables; la dimension sociale de l'accès universel à l'énergie; et de la nécessité de l'intégration, y compris à travers les technologies géo-spatiales.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3339f.pdf>

ODD 11 (villes durables): Cette session, tenue le 11 juillet, était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Pecsteen.

Benjamin Rae, du DAES ONU, a souligné un accroissement du nombre d'habitants des bidonvilles et une hausse de la pollution atmosphérique.

Leilani Farha, Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement, a appelé à une approche fondée sur les droits de l'homme, affirmant que le logement inadéquat est une atteinte à la dignité humaine.

Le modérateur Rohit Aggarwala, de Columbia University, a déclaré que l'ODD 11 exige des nouveaux niveaux de coordination à plusieurs niveaux.

Le panéliste Penny Abeywardena, Commissaire aux affaires internationales de la Ville de New York, a déclaré que le Maire de New York, Bill de Blasio, a annoncé la première évaluation annuelle locale volontaire du monde du FPHN basée sur la ville, et déclaré le 11 juillet «Journée mondiale des objectifs».

Le panéliste Jean Todt, Envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la sécurité routière, a souligné l'importance du transport et de la planification urbaine durables.

Le panéliste Maimunah Mohd Sharif de l'ONU-Habitat, a décrit l'urbanisation comme une force de transformation.

Le panéliste Meera Al Shaikh, de Smart Dubai, aux Émirats arabes unis (EAU), a décrit les étapes à suivre pour faire de Dubaï la «ville la plus heureuse de la planète», s'inspirant de la «quatrième révolution industrielle».

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres des questions suivantes: briser les cloisonnements qui affaiblissent la mise en œuvre des ODD à travers une «vision urbaine»; le défi d'assurer un transport durable pour tous; l'intégration de la sécurité en tant qu'élément clé d'une planification spatiale inclusive; le défi de l'accueil des populations déplacées dans les zones urbaines; la détresse et la radicalisation des jeunes dans les zones défavorisées; les difficultés à traiter le logement comme un droit de l'homme sans disposer d'un financement adéquat; la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain 2016; le potentiel pour un développement économique soucieux

du climat dans la transition de l'économie rurale à l'économie urbaine; et la nécessité des partenariats multipartites dans la planification municipale.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3340e.pdf>

ODD 12 (consommation et production durables): Cette session tenue le 12 juillet, a été présidée par la Vice-présidente de l'ECOSOC, King, et modérée par Elliott Harris, du DAES, ONU.

Shashwat Sapkota, DAES ONU, a déclaré que l'extraction des matières premières dans les pays en développement encourage des niveaux non soutenables de consommation et de production par habitant dans le monde développé.

Le conférencier invité, Peter Thomson, Envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les océans, a déclaré que l'ODD 12 est au cœur du Programme 2030 et de l'Accord de Paris; a demandé que la durabilité soit une responsabilité fiduciaire essentielle pour les entreprises; et a mis au défi le système des Nations Unies d'intégrer l'ODD 12 dans toutes ses agences.

Le panéliste Nur H. Rahayu, du Ministère de la planification du développement national de l'Indonésie, a présenté les initiatives nationales en matière d'éco-étiquetage et de production propre.

Le panéliste Petra Bayr, du Comité parlementaire pour le développement durable, Autriche, a appelé à: des outils de consommation pour demander des comptes aux secteurs privé et public; un changement au-delà du capitalisme néolibéral en faveur des frontières planétaires; et à des lois internationales pour tenir le secteur privé responsable des droits de l'homme.

La panéliste Jane Nyakang'o, de Table ronde africaine sur la consommation et la production durables, a décrit les efforts mis en œuvre pour aligner l'ODD 12 sur le Programme 2063 pour l'Afrique et l'économie verte.

Le panéliste Ulf Jaeckel, du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, a déclaré que la transition vers la CPD est une «grande roue qui tourne très lentement» alors qu'il existe un cadre mondial sur la CPD.

La commentatrice principale Amy Luers, de Future Earth, a souligné deux défis majeurs pour la CPD: il s'agit d'une question multisectorielle nécessitant une réflexion systémique; et nous n'avons pas identifié les limites pour notre système économique actuel.

Le commentateur principal Julius H. Cainglet, de la fédération des travailleurs libres, a déclaré que les problèmes et les questions de participation devraient être au cœur de l'élaboration des solutions pour la CPD.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont soulevé entre autres, les questions suivantes: la CPD en tant qu'élément clé pour dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement; les défis de la CPD liés aux politiques de déréglementation; la nécessité de passer des modèles économiques axés sur la croissance à des économies circulaires; le rôle des systèmes alimentaires durables dans la réalisation de l'ODD 12; la nécessité de la transparence dans le secteur de l'extraction; la nécessité d'une gestion rationnelle des produits chimiques; le respect des savoirs traditionnels sur la gestion durable des écosystèmes; l'amélioration de l'éducation des consommateurs; et permettre aux environnements politiques associés à de puissants signaux de marketing provenant des consommateurs, de stimuler la transition des entreprises vers la CPD.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3341f.html>

ODD 15 (écosystèmes terrestres): Cette session qui a eu lieu le 13 juillet, était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Matjila.

Heather Page, DAES ONU, a présenté une vue d'ensemble de l'ODD 15, en soulignant que les forêts continuent à se rétrécir et que l'on observe un déclin alarmant de la faune, alors que la protection des forêts et de la biodiversité augmente.

Le conférencier invité, Simon Levin de l'Université de Princeton, présentant son expérience après la réunion du Groupe d'experts du FPHN sur l'ODD 15, a appelé à un meilleur cadre de suivi et à une réflexion plus systémique.

Le modérateur René Castro Salazar, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a déclaré que les progrès accomplis dans le domaine de la réduction des gaz à effet de serre et de la protection de la biodiversité sont insuffisants.

La panéliste Anne Larigauderie, de la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, a déclaré que les objectifs d'Aichi pour la biodiversité ne seraient pas réalisés d'ici 2020, ce qui pourrait compromettre la réalisation de l'ODD 15.

La panéliste Cécile Bibiane Ndjebet, du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts, a parlé des efforts visant à impliquer les femmes, les communautés rurales et les peuples autochtones dans la mise en œuvre de l'ODD 15, en particulier dans le domaine de la déforestation.

Le panéliste Roy Brouwer, Université de Waterloo, Canada, a déclaré que les paiements pour les programmes de services écosystémiques doivent être mieux ciblés et mieux appliqués.

La panéliste Martha Rojas-Urrego, de la Convention de Ramsar, a appelé à l'intégration des zones humides et de la biodiversité dans la mise en œuvre des ODD.

La commentatrice principale Gertrude Kabusimbi Kenyangi, de Support for Women in Agriculture and Environment, Uganda, a appelé à l'utilisation des pratiques de suivi et d'évaluation pour les ENV, tout comme pour le régime des droits de l'homme.

La commentatrice principale Jill Blockhus, de The Nature Conservancy, a parlé des «liens fonciers durables» pour l'atténuation du changement climatique et pour le développement rural.

Le commentateur Chiagozie Chima Udeh, de la Fondation Plant-for-the-Planet, a établi un lien entre la perte de biodiversité et de forêts, et le recrutement des jeunes par Boko Haram au Nigeria.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres de : l'intégration de la conservation de la biodiversité dans la planification du logement; la biodiversité en tant que source de solutions naturelles à de nombreux défis mondiaux tels que la prévention des conflits; le leadership des femmes dans la conservation de la biodiversité; l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs; la garantie du même engagement et de la même ambition pour la biodiversité que pour le climat; l'intensification des efforts pour atteindre les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique; la nécessité de lutter contre la dégradation des terres; et du rôle des communautés traditionnelles dans la gestion et l'utilisation durables des terres.

Les panélistes ont également souligné la nécessité : de localiser le Programme 2030 et la conservation de la biodiversité; du suivi conjoint de la gestion de l'eau et des terres; de veiller à ce que les femmes rurales et les femmes autochtones participent pleinement à la mise en œuvre de l'ODD 15; et de la participation multipartite à la préservation de la biodiversité, y compris le secteur privé.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3342f.html>

ODD 17 (partenariats pour les objectifs): Cette session tenue le 13 juillet était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Mahmadaminov.

Yongyi Min, DAES ONU, a déclaré que l'APD nette en 2017 a diminué de 0,6% par rapport à 2016, en termes réels, et que l'aide aux PMA a stagné pendant cette période, ne progressant que de 1%.

Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès des Nations Unies, a appelé à un meilleur suivi de la gestion de la dette par les acteurs nationaux et internationaux, et a demandé aux fournisseurs de l'APD d'honorer leurs engagements.

La modératrice Gillian Tett de *Financial Times*, a mis en relief les défis que posent la mobilisation des fonds et l'exploitation de la technologie dans un monde «noyé dans la dette».

Masud Bin Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies, a déclaré que la mondialisation économique a accusé un recul avec la montée des tendances introverties et protectionnistes, et a souligné le potentiel de transformation de la technologie, l'égalité entre les sexes et l'accès à des données ventilées.

Le panéliste Robin Ogilvy, Représentant spécial de l'Organisation de coopération et de développement économiques auprès des Nations Unies, a souligné l'importance de la recherche sur la manière dont la numérisation affecte les choix politiques.

Le panéliste Alfred Watkins, Global Solutions Summit, a déclaré qu'il existe des solutions technologiques éprouvées et rentables au développement durable, mais que les mesures de déploiement de la technologie font défaut.

Le panéliste Steven Waygood, d'Aviva, a souligné que 300 milliards US \$ sont investis dans les marchés financiers, et que ces fonds peuvent être exploités en appui aux ODD. Il a demandé à l'ONU et à la société civile de soutenir l'élaboration des règles et des normes pour rendre les marchés des capitaux plus durables et transparents.

Le commentateur principal Kavaljit Singh, de Madhyam, a souligné le défi de la mise en place de partenariats pour les ODD à une époque de fragmentation de l'économie mondiale où les pays pauvres pourraient devenir des dommages collatéraux dans une guerre commerciale mondiale.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres de: la nécessité de soutenir les PRI; la diversification du financement du développement, y compris en mobilisant des fonds du secteur privé; la nécessité de partenariats solides et novateurs; défis posés par la baisse de l'APD; la nécessité d'une réforme ambitieuse de l'ONU; et la nécessité d'un système commercial ouvert et fondé sur des règles.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3342f.html>

Ne laisser personne derrière: sommes-nous en train de réussir?

Cette session qui a eu lieu le 13 juillet, était présidée par la Présidente de l'ECOSOC, Chatardová.

Le conférencier invité Andrew Gilmour, du Bureau du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré que le monde n'est pas sur la bonne voie pour ce qui est du Programme 2030 car de nombreuses personnes sont poussées loin derrière par les forces de la mondialisation dont les risques et les fardeaux sont assumés par les plus pauvres et les plus marginalisés.

Le modérateur Manish Bapna, de World Resources Institute, a souligné l'impérieuse nécessité de lutter contre la pauvreté extrême, rappelant la conviction du Président des États-Unis, Abraham Lincoln, que «si l'esclavage n'est pas mauvais, alors, rien n'est mauvais». Il a présenté les rapporteurs pour l'examen des discussions thématiques de la première semaine.

Le rapporteur Douglas Keh, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré que certaines personnes sont délibérément laissées pour compte et qu'elles doivent être intégrées en tant qu'«agents du changement».

La Rapporteuse Riitta Oksanen, du Ministère des affaires étrangères de la Finlande, dans ses observations sur l'eau, la CPD et la vie sur la terre, a mis l'accent sur: la nécessité de comprendre qui est laissé pour compte; un débat équilibré sur les données qui portent aussi sur l'offre et la demande, et sur les droits fonciers.

La rapporteure Alicia Bárcena, de la CEPALC, s'exprimant sur l'énergie, les villes et les MMCE, a demandé d'accorder une attention plus grande aux liens cruciaux qui existent entre tous les ODD. Elle a souligné l'importance de la terre, de l'eau et de l'accès à l'énergie pour remédier à la pauvreté et à l'inégalité, et la redistribution de la richesse.

Au cours du débat qui a suivi, l'Envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les personnes handicapées a déclaré que l'accès aux espaces physiques pour les personnes handicapées est essentiel à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Le Chili a mis en exergue la tension entre la nature indivisible du Programme 2030 et la nécessité pour les gouvernements de donner la priorité à certains domaines. Le monde des affaires et de l'industrie a appelé à un système commercial fondé sur des règles et a encouragé les États membres à désamorcer la guerre commerciale croissante. La Belgique a encouragé les États membres à impliquer les représentants des jeunes en tant que co-auteurs des ENV.

La commentatrice principale Sakiko Fukuda-Parr, du Comité des politiques de développement (CPD), a déclaré que 14 ENV seulement ont présenté des plans d'action détaillés visant à ne laisser personne derrière, et que quelques-unes abordent les discriminations basées sur l'appartenance ethnique, la religion ou la race.

La commentatrice principale Sophie Howe, Commissaire aux générations futures du Pays de Galles, a présenté la vision de la future Loi galloise sur les générations futures (Wales Future Generations Act), affirmant que la vraie mesure du succès du Programme 2030 consistera à établir s'il peut répondre aux besoins des générations futures.

La commentatrice principale Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, a souligné la nécessité d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones; et de veiller à ce qu'ils soient impliqués pendant la collecte et la ventilation des données.

La commentatrice principale Sylvia Beales, de Gray Panthers, a souligné que les personnes âgées sont confrontées à de multiples formes d'exclusion et de marginalisation, et a appelé à la reconnaissance de leurs capacités et de leurs droits.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté entre autres de: l'évolution démographique et de son impact sur les nouvelles technologies; la nécessité d'accroître l'accès à une représentation légale afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte; l'importance d'une éducation qui place la justice et la solidarité au centre de ses préoccupations; la nécessité d'aborder la question des stéréotypes sexistes; et d'assurer la ventilation des données par handicap.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3342f.html>

Lors de la clôture de la première semaine du FPHN, le 13 juillet, le secrétaire général adjoint des Nations Unies, Zhenmin, a exhorté tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, à présenter leur ENV. Chatardová a déclaré que l'utilisation des statistiques

gagne du terrain, ce qui aide à ne laisser personne derrière, et a demandé qu'une part plus importante de l'APD soit consacrée aux statistiques.

Segment ministériel

Ouvrant le segment ministériel conjoint ECOSOC et FPHN le lundi 16 juillet, la Présidente de l'ECOSOC, Chatardová, a attiré l'attention sur les progrès insuffisants réalisés dans le Programme 2030 et souligné l'importance de la science, de la technologie, de la recherche, de l'implication du secteur privé et de la cohérence des politiques.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miroslav Lajčák, a déclaré qu'il y a des raisons de se réjouir, mais davantage de raisons de s'inquiéter, évoquant l'aggravation des inégalités mondiales et les impacts du changement climatique. Il a appelé à des sources de financement non traditionnelles et à des processus plus inclusifs.

La Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a déclaré que l'on est en train de perdre l'élan en s'attaquant à des domaines tels que la sous-alimentation et la pauvreté en milieu urbain. Elle a mis en garde contre une approche «ODD-allégés», et a souligné la nécessité de cohérence, de transparence et de responsabilité accrues en tant qu'éléments clés pour la réforme du système de développement de l'ONU.

Jayathma Wickramanayake, Envoyée du secrétaire général de l'ONU pour la Jeunesse, a exhorté les pays à impliquer les jeunes dans le processus du FPHN, en tant que co-rédacteurs des RNV, ou délégués des jeunes.

La conférencière invitée Michelle Yeoh, Ambassadrice de bonne volonté du PNUD, a souligné l'importance des choix plus conscients de la part des consommateurs, par exemple, le choix de réduire la «surconsommation rampante» dans l'industrie de la mode en étant des citoyens plus «conscients de leurs choix vestimentaires». Plus tard dans la journée, Yeoh a présenté une vidéo sur les impacts de la mode sur la durabilité, a mis l'accent sur les défis tels que la contamination des océans par les microfibres et sur les conditions rudes et dangereuses pour les travailleurs, et a appelé à l'utilisation des fibres forestières et à un rôle plus important des consommateurs dans la promotion de la durabilité à travers de meilleurs choix.

Rapport du secrétaire général des Nations Unies sur le thème et les discussions thématiques de l'ECOSOC 2018:

Elliott Harris, DAES-ONU, au nom du secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, Liu Zhemin, a présenté un rapport du secrétaire général de l'ONU sur la mobilisation des nouvelles technologies pour la réalisation des objectifs de développement durable (E/2018/66). Reconnaisant les préoccupations suscitées par la rapidité «fulgurante» des progrès technologiques, il a souligné les facteurs de risque et la nécessité de l'appropriation locale, le renforcement des capacités, l'intégration des politiques et l'inclusion. Commentant sur l'édition 2018 de World Economic and Social Survey, attendue en octobre, il a déclaré qu'une meilleure compréhension du rôle de l'ONU dans l'encadrement de la technologie à l'appui du développement durable et des externalités négatives des technologies est nécessaire. Il a exhorté les gouvernements à partager les connaissances et à former des alliances et des partenariats.

Allocution du Président de l'ANUE: Lundi 16 juillet, Siim Kiisler, ministre de l'environnement de l'Estonie et président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (ANUE), a rapporté que la pollution a touché presque tous les écosystèmes, et a formulé des recommandations sur: l'intensification de la recherche et de la collecte des données; la prise de décision

fondée sur la science dans les secteurs public et privé; les investissements dans les solutions novatrices; les modes de vie durables; les mesures fiscales à l'appui des solutions soucieuses de l'environnement; l'intégration de la politique et du droit; la nécessité de renforcer la surveillance et la responsabilisation; le partage des meilleures pratiques en matière d'éducation; la promotion de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire par le biais du système des Nations Unies; et l'expansion des partenariats entre les parties prenantes.

Rapport sur les forums régionaux: Cette session qui a eu lieu dans l'après-midi du lundi 16 juillet, était présidée par Matjila, vice-présidente de l'ECOSOC.

Ghassan Hasbani, vice-Premier ministre et ministre de la santé publique du Liban, a présenté les messages du Forum arabe pour le développement durable 2018, en mettant l'accent sur: le rôle des ENV dans l'établissement des priorités; le rôle des organisations non gouvernementales (ONG), de la société civile, du secteur privé et des parlements; l'équité dans la répartition des ressources; l'infrastructure numérique; et sur une approche sexospécifique du Programme 2030.

Rodrigo Malmierca Díaz, ministre cubain du commerce extérieur et des investissements étrangers, a présenté les messages du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes 2018 sur le développement durable, en mettant l'accent sur un accord pour : intégrer les ODD dans les politiques nationales afin de les protéger des transitions gouvernementales; renforcer la coopération Sud-Sud; et aborder la pauvreté, la dette extérieure et le recours à la coopération internationale.

Levan Davitashvili, ministre de l'environnement et de l'agriculture de la Géorgie, a présenté les messages du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable 2018, portant entre autres sur: la coopération régionale pour la mise en œuvre du Programme 2030; une attention particulière aux populations vulnérables; l'implication à tous les niveaux du gouvernement, y compris le gouvernement local, et des parties prenantes; les interdépendances des ODD; et l'impact positif des ENV sur l'élaboration des politiques et l'examen des progrès. Il a mis en relief les lacunes dans la capacité en matière de statistiques.

Mame Thierno Dieng, ministre sénégalais de l'environnement et du développement durable, a attiré l'attention sur les principaux messages du Forum de la région Afrique pour le développement durable 2018, notamment: l'harmonie entre le Programme 2030 et le Programme 2063 de l'Union africaine; l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'électricité dans la région; des initiatives majeures telles que la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel pour lutter contre la désertification et le changement climatique; et le besoin de cadres nationaux intégrés.

Michael Gerber, envoyé spécial pour le développement durable mondial, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse, a déclaré que le Forum régional pour le développement durable en Europe 2018 a mis en évidence cinq priorités: l'apprentissage pratique par les pairs; l'universalité des ODD; des plateformes régionales pour relier le gouvernement et les autres parties prenantes; les interdépendances des ODD; et les dimensions transfrontalières des progrès dans les ODD telles que la coopération en matière de gestion de l'eau.

Présentation du Rapport du Comité des politiques de développement: Lors de la présentation du rapport du (CPD) dans l'après-midi du lundi 16 juillet, José Antonio Ocampo, Président du CDP, a souligné les questions relatives aux PMA, notamment: les recommandations du CDP résultant de l'examen triennal 2018 de la catégorie PMA; le suivi des progrès en matière de développement des pays qui sont en train de sortir ou

qui sont sortis du statut de PMA; et la nécessité d'un ensemble d'incitations à l'amélioration du soutien pour les PMA qui aspirent à sortir de cette catégorie.

Évaluations nationales volontaires

Quarante-six pays ont présenté leurs ENV au cours du Segment ministériel de trois jours, en groupes ou séparément.

Groupe (Équateur, Kiribati, Lituanie, Mali): Présentant l'ENV pour l'Équateur, José Augusto Briones, secrétaire national de la Planification pour le Développement, a déclaré que le plan de développement national de son pays est aligné sur le Programme 2030, et a contribué à réduire la pauvreté multidimensionnelle. Il a parlé de la reconnaissance par l'Équateur des droits des citoyens tout au long de leur cycle de vie.

Présentant l'ENV pour Kiribati, Teuea Toatu, ministre des finances et du développement économique, et Martin Tofinga, représentant des acteurs non étatiques à Kiribati, ont souligné: l'alignement du plan de développement national sur le Programme 2030; les réalisations dans l'éducation et l'alphabetisation; le taux élevé de mortalité infantile; les impacts négatifs du changement climatique; et les défis liés à la capacité institutionnelle, y compris le manque de financement pour le traitement des données.

Dans sa présentation de l'ENV pour la Lituanie, Kęstutis Navickas, le ministre de l'environnement, a mis l'accent sur: le soutien à l'éducation; la réorganisation du système de soins en établissement; une économie faible en carbone et circulaire; et sur l'énergie renouvelable. Il s'est engagé à augmenter la contribution du pays à l'APD.

Présentant l'ENV pour le Mali, Mahamane Maiga, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Drissa Doumbia, chef de département à l'Agence pour l'environnement et le développement durable et Modibo Traore, directeur de la coopération multilatérale, ont mis en relief: l'appréciation de la transformation sociétale et de la résilience à la suite du processus d'Alger sur la paix et la réconciliation, après la pire crise que le pays ait connue; les préoccupations concernant la dégradation des terres; et une dépendance accrue vis-à-vis de l'APD.

Le commentateur principal Kimmo Tiilikainen, ministre de l'environnement, de l'énergie et du logement et vice-président de la Commission nationale du développement durable, Finlande, a souligné: la coordination de la mise en œuvre du programme 2030 par le bureau du Premier ministre; la localisation du Programme 2030; et le rôle des parlements nationaux.

En réponse aux questions posées par les ONG et le Burkina Faso, Briones a souligné l'implication du président de l'Assemblée nationale de l'Équateur dans la mise en œuvre du Programme 2030, et l'implication de son gouvernement dans les zones rurales, ainsi que la participation des jeunes. Toatu et Tofinga ont déclaré que le processus de l'ENV fait partie de l'examen à mi-parcours du plan national de Kiribati et a souligné la participation des acteurs non étatiques dans sa préparation. Navickas a mis l'accent sur un objectif national ambitieux visant à intégrer pleinement les ODD dans les politiques. Traoré a confirmé les liens entre la migration et la dégradation des terres dans la région, et l'implication de l'Assemblée nationale du Mali et des autorités locales dans la mise en œuvre du Programme 2030.

Le Maroc a posé la question de savoir comment la participation des parties prenantes peut être institutionnalisée. Briones a répondu qu'un lien clair entre la participation, la planification et la budgétisation est essentiel. M. Traore a indiqué que le Mali dispose d'un comité à composition équilibrée entre les sexes qui assure l'implication des parties prenantes.

Guinée: Kanny Diallo, ministre de la planification et de la coopération internationale, a souligné: les succès dans le renforcement de la capacité de résilience aux chocs économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires, y compris l'éradication de l'épidémie d'Ébola; la nécessité d'augmenter la capacité statistique en matière de suivi des ODD; et les résultats encourageants obtenus dans le cadre des six ODD en cours d'examen à travers la promotion de la bonne gouvernance et le développement inclusif du capital humain.

En réponse à une question posée par France Volontaires, Diallo a souligné le rôle efficace des bénévoles dans la collecte des données et pour générer de nouvelles idées.

Grèce: Socrates Famellos, ministre délégué de l'environnement et de l'énergie de la Grèce, George Vernicos, président du Conseil économique et social de la Grèce et Aikaterini Igglezi, membre du Parlement et président du Comité permanent spécial pour la protection de l'environnement, ont mis l'accent sur: l'approbation d'un plan national pour une économie circulaire; de nouveaux cadres juridiques reliant la biodiversité à tous les secteurs pertinents; et sur des plans visant à augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique à 50% d'ici 2030.

Répondant aux questions posées par Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Forum européen des personnes handicapées, Famellos a indiqué que le plan national sur l'économie circulaire fait partie de la stratégie de croissance économique de la Grèce; et que le gouvernement cherche à rendre l'implication politique aussi inclusive que possible.

Mexique: Francisco Guzmán Ortiz, chef de cabinet du Président, a déclaré que : 31 des 32 États mexicains ont mis en place des mécanismes de suivi et d'examen des ODD; 12 États ont des plans de développement alignés sur le Programme 2030; et que des plans sont en cours pour une couverture universelle des besoins en eau, du drainage et de l'assainissement d'ici 2030, et pour augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique à 30% d'ici 2030, et à 50% d'ici 2050.

Répondant aux questions posées par le Canada et l'Égypte, Ortiz a déclaré que des zones économiques spéciales aident à promouvoir l'inclusion économique; et a souligné la nécessité d'aborder la technologie dans le cadre des politiques publiques.

Émirats arabes unis: Abdulla Lootah, vice-président du Comité national sur les ODD et directeur général de l'Autorité fédérale de la compétitivité et de la statistique, a mis l'accent sur : l'utilisation dans la mise en œuvre des ODD, des données et des politiques fondées sur des preuves; l'accueil par les EAU du Forum mondial sur les données en 2018; la nomination d'un ministre de la jeunesse pour accroître l'inclusion sociale; et la réorientation des programmes d'aide étrangère des EAU pour les aligner sur les ODD.

Répondant aux questions posées par la Slovaquie, Bahreïn et l'Égypte, Lootah a mis en relief les projets suivants: faire des énergies renouvelables l'épine dorsale de l'économie; atteindre zéro gaspillage alimentaire d'ici 2030; et introduire une loi pour remédier à l'écart de rémunération entre les sexes.

Groupe (Bénin, Cap-Vert): Présentant l'ENV du Bénin, Abdoulaye Bio Tchane, ministre de la planification et du développement, a souligné les efforts visant à assurer l'accès à l'eau potable pour tous d'ici 2021, et à élaborer des politiques publiques pour la mise en œuvre des ODD, y compris des filets de protection sociale pour les populations vulnérables et les personnes handicapées.

Présentant l'ENV pour le Cap-Vert, José da Silva Gonçalves, ministre du tourisme, des transports et de l'économie maritime, a mis l'accent sur les efforts déployés pour intégrer les ODD dans la planification nationale, avec 74% des indicateurs stratégiques

nationaux directement liés aux ODD; la forte implication des administrations locales et les défis de financement propres aux PEID.

Le commentateur principal Jiko Luveni, président du Parlement des Fidji, a déclaré que le financement du développement demeure le plus grand défi du développement, en particulier pour les PMA, les PDSL et les PEID.

En réponse aux questions posées par le Groupe des OSC pour le financement du développement, Tchané a souligné les efforts visant à inclure la société civile dans la mise en œuvre des ODD, en particulier dans l'amélioration de l'accès à l'eau; et a ajouté que les coûts des ODD ainsi que des instruments financiers novateurs peuvent aider à financer la mise en œuvre.

Gonçalves a souligné l'importance du financement pour les PEID, considérant leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles qui peuvent entraîner des dettes; il a déclaré que si le passage d'un PMA à catégorie de PRI constitue un fardeau financier, l'objectif du développement est «d'améliorer et d'aller mieux». En réponse à une question de la Norvège, il a expliqué la manière avec laquelle les politiques nationales peuvent soutenir les ODD.

Slovaquie: Richard Raši, vice-Premier ministre chargé des investissements et de l'information, a souligné les priorités nationales, notamment: ancrer les ODD dans toutes les politiques publiques; renforcer l'appropriation par toutes les parties prenantes; s'engager dans des partenariats à tous les niveaux, du régional au municipal; aligner les budgets sur les priorités du Programme 2030; et encourager les actions volontaires. Daniel Bunda, étudiant de Slovaquie, a souligné les faibles niveaux d'inégalité des revenus; la pression exercée sur les populations roms en raison de leur origine socio-économique; le chômage de longue durée; et la nécessité d'intégrer les personnes handicapées et les personnes âgées. Ivana Maleš, de l'Institut pour l'économie circulaire, a appelé à: une transition vers une économie verte et fondée sur la connaissance; la réduction des GES et à la mise en œuvre de mesures d'adaptation; et à l'amélioration de l'accès à une énergie propre et abordable pour le secteur privé et les ménages. Vladimír Krčmery, de l'Université Ste Elizabeth des soins de santé et des services sociaux, a mis l'accent sur les disparités en matière de santé fondées sur le sexe et l'origine socio-économique; la bonne gouvernance, la démocratie et la paix.

Répondant aux questions posées par la Grèce, le Kenya, l'Indonésie, Singapour et des ONG, Raši a déclaré que les priorités nationales qu'il a présentées avaient été élaborées sur la base des consultations locales, nationales et régionales; et que les priorités sont actuellement traduites au niveau local, en plus d'aligner les budgets et d'élaborer un plan d'investissement national.

Bahreïn: Mohammed Bin Ibrahim Al Mutawa, ministre et chef du Comité national de l'information, a souligné: une approche du développement centrée sur les populations; la création d'un comité national de l'information qui aidera à institutionnaliser les ODD; un système de suivi en ligne pour la surveillance de la mise en œuvre du plan de développement national, qui a intégré 87% des cibles des ODD; et un système de protection sociale qui couvre 80% des familles.

Colombie: Luis Fernando Mejía Alzate, ministre de la planification nationale, a mis l'accent sur: une plateforme multipartite pour la mise en œuvre des ODD; des plans visant à assurer l'accès universel à l'eau potable; et l'introduction d'une taxe sur le carbone. Il a déclaré que 20% des entreprises colombiennes réduisent leur consommation d'eau; 21% recyclent les matériaux qu'ils utilisent; et qu'on observe une réduction de 30% de l'utilisation des sacs en plastique.

Répondant aux questions du Danemark et des peuples autochtones, Mejia Alzate a parlé d'une plateforme en ligne qui permet une participation multipartite; et des exonérations fiscales pour les zones rurales reculées, pour les intégrer dans l'économie.

Viet Nam: Nguyen The Phuong, vice-ministre de la planification et de l'investissement, a souligné que: 99% des ménages ont accès à l'énergie, mais que le Viet Nam est à la traîne en ce qui concerne les énergies renouvelables; l'infrastructure rurale a été étendue pour couvrir 99% du pays; des efforts sont déployés pour intégrer les personnes handicapées dans la société et dans l'économie; et une base de données nationale sur les ressources génétiques et les savoirs traditionnels a été créée.

En réponse aux questions posées par la RDP lao, Singapour, Australie et des ONG, Phuong a présenté les efforts mis en œuvre pour mobiliser des fonds publics en vue de catalyser l'investissement privé et créer des forums multipartites pour la mise en œuvre des ODD.

Groupe (Albanie, Lettonie, Niger, Soudan): Présentant l'ENV pour l'Albanie, Senida Mesi, vice-Premier ministre, a décrit les efforts pour: réformer l'administration publique et les systèmes judiciaires, l'adhésion à l'Union européenne (UE) étant un facteur clé; protéger les droits de l'homme et les droits de propriété; stimuler la croissance économique et l'investissement, en particulier dans les infrastructures résilientes; et améliorer la gestion de l'eau et des terres. Elle a mis l'accent sur deux réussites nationales: un programme de renaissance urbaine; et un programme de réforme de la justice.

Présentant l'ENV de la Lettonie, Arvils Ašeradens, vice-Premier ministre et ministre de l'économie, a souligné: une économie stable et en croissance; une augmentation des emplois; des progrès dans la réalisation des objectifs en matière de changement climatique; et des solutions technologiques pour surmonter les barrières linguistiques. Parmi les défis, il a mis l'accent sur les inégalités ayant une dimension territoriale et nécessitant des solutions «adaptées». Inese Vaivare, de la Plateforme de la Lettonie pour la coopération au développement, a mis l'accent sur les efforts visant à améliorer la sécurité humaine, le capital social et les données générées par les citoyens, et le suivi.

Présentant la VNR pour le Niger, Aïchatou Boulama Kané, ministre de la planification a souligné les défis nationaux, notamment: les vastes zones désertiques; une population jeune, dont 25% ont moins de 25 ans; les menaces à la sécurité provenant des pays voisins; et la chute des prix des produits de base, du pétrole notamment. Elle a fait état de progrès accomplis sur l'ODD 11 (villes et communautés durables) et l'ODD 17 (partenariats); des progrès moyens sur l'ODD 15 (vie terrestre); et des progrès faibles sur l'ODD 6 (eau potable et assainissement), qui constituent une priorité clé pour le pays.

Présentant l'ENV pour le Soudan, Gamal Mahmoud Alrayah, ministre de l'urbanisme, a souligné trois «accélérateurs des ODD»: le renforcement de la justice et de la bonne gouvernance; la transformation agricole; et la transformation sociale. Nasreldin Ibrahim Shulgami, un représentant de la société civile, a déclaré que les ONG du pays sont impliquées dans la mise en œuvre, la sensibilisation, le renforcement des capacités, la mobilisation et la collecte de données pour les ODD. Limyaa Abdulgaffar Khalfallah, secrétaire générale du Conseil national de la population, a souligné les efforts de mobilisation des ressources nationales et s'est engagée à réduire la pauvreté de 8% par an. Ahmed Magzoub Ahmed Ali, de l'Assemblée nationale, a souligné l'engagement du Parlement à mettre en œuvre les ODD à travers un cadre législatif et des stratégies prospectives.

Le commentateur principal László Borbély, chef du Département du développement durable du secrétariat général du gouvernement de Roumanie, a souligné l'importance de la participation parlementaire dans la mise en œuvre des ODD.

Répondant aux questions posées par la Norvège, la Suède, la Jamaïque, l'Estonie, le Mali, la Serbie, l'ONG Women, et par d'autres ONG, Mesi a déclaré que le Comité national interministériel pour la mise en œuvre des ODD comprend la société civile et d'autres parties prenantes. Ašeradens a parlé des plans pour aborder les impacts négatifs des récentes réformes fiscales sur les revenus des OSC. Kané a souligné que 16 des 17 ODD sont directement liés au plan national de développement du Niger. Alrayah a déclaré que les populations vulnérables sont prises en compte dans le plan de développement national, et que les gouvernements locaux participent activement à la mise en œuvre des ODD.

Arménie: Ararat Mirzoyan, premier vice-Premier ministre, a défini la «révolution» comme un accélérateur d'ODD qui a éliminé l'unique plus grand obstacle dans le pays - le manque de volonté politique. Il a mis l'accent sur l'eau potable, la santé, l'énergie propre, la RRC, l'égalité des droits pour les femmes, les inégalités de revenus et les partenariats régionaux, en tant que priorités clés.

Répondant aux questions posées par la Grèce, le Liban, Women, Femmes d'Europe pour un avenir commun, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie, Mirzoyan et sa délégation ont mis l'accent sur: les projets visant à accroître la représentation des femmes au Parlement à 30%; un engagement à résoudre les problèmes liés à l'énergie, la corruption et l'environnement; la participation des jeunes à la gouvernance du pays; le rôle de la communauté internationale dans la résolution des problèmes rencontrés par les PDSL; et l'Armenian National SDG Innovation Laboratory qui vise à identifier des approches novatrices pour des solutions ciblées.

Irlande: Denis Naughten, ministre des communications, de l'action pour le climat et de l'environnement, Lauren Flanagan, déléguée des jeunes, et Paul Dockery, délégué des jeunes, ont mis l'accent sur: la création d'un forum national sur la participation des parties prenantes; une approche «pangouvernementale» de la mise en œuvre des ODD; des plans pour augmenter le parc de logements de 50 000 logements d'ici 2021; un plan d'investissement axé sur le climat de 22 milliards €; et sur une nouvelle politique de développement international qui donnera la priorité à «ne laisser personne derrière», axée sur les femmes et les filles.

Répondant aux questions posées par le Royaume-Uni, la Lituanie et Children and Youth, Flanagan a mentionné un rapport sur la mise en œuvre des ODD élaboré à l'issue de vastes consultations auprès des jeunes. Naughten a souligné que la réduction des émissions et l'amélioration de la santé sont des avantages de la réduction des subventions aux combustibles fossiles.

Namibie: Obeth Kandjoze, Ministre de la planification économique et directeur général de la Commission nationale de planification, a souligné: la réduction des inégalités; une politique d'égalité entre les sexes dans le secteur public; l'augmentation des investissements dans les infrastructures rurales; la stabilisation de la pandémie de VIH/SIDA; l'augmentation de l'espérance de vie de 58 à 65 ans; l'accès à l'électricité pour 54% des ménages; et un potentiel élevé d'énergie renouvelable qui doit être exploité.

Répondant aux questions posées par le Lesotho et les Personnes handicapées, Kandjoze a parlé de l'intégration des ODD dans le plan de développement national, et des subventions sociales pour les personnes handicapées.

Jamaïque: Parnell Charles Jr., ministre d'État, ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déclaré que le plan de développement national «Vision 2030 Jamaïque» adopté en 2009, est parfaitement aligné sur le Programme 2030. Il a parlé des progrès sur plus de 60% des indicateurs de développement par rapport à l'année de référence 2007, tout en soulignant les difficultés pour accéder à l'aide et au financement concessionnel en tant que pays à revenu intermédiaire supérieur, et pour renforcer la collecte et la ventilation des données.

En réponse aux questions posées par l'Italie, la Grèce, la Norvège, le Libéria, Women, Singapour, le Danemark, l'Autriche et Sendai, la délégation de la Jamaïque a parlé des efforts mis en œuvre pour: améliorer les systèmes de données; mobiliser des ressources; aborder la réduction des risques de catastrophes et la résilience; promouvoir des plans locaux de développement communautaire; et autonomiser, éduquer et mobiliser les parties prenantes.

État de Palestine: Riyad Mansour, observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'ONU, a indiqué que six membres du Bureau du Premier ministre qui auraient dû présenter l'ENV, sont absents pour n'avoir pas pu obtenir un visa d'entrée aux États-Unis. Il a souligné: la création d'un groupe de travail national sur les ODD; les progrès réalisés dans des domaines tels que l'éducation et la santé; et les impacts de l'occupation israélienne sur les efforts déployés pour lutter contre le chômage, fournir l'eau et l'électricité à tous et protéger l'environnement.

En réponse aux questions et observations d'Israël, de l'Afrique du Sud, des États-Unis, des milieux éducatifs et universitaires et de l'Égypte, Mansour a attiré l'attention sur: les rapports des institutions de Bretton Woods suggérant que le pays serait un MIC s'il était indépendant; les efforts pour produire une ENV factuelle et non politique; et l'inclusion de la société civile dans les processus politiques, notamment les dialogues nationaux sur les droits des femmes. Il a remercié la communauté internationale pour avoir désigné l'État de Palestine pour diriger le Groupe du G-77/Chine en 2019.

Groupe (Bhoutan, Togo): Présentant la troisième ENV du Togo, Komi Sélom Klassou, Premier ministre, a mis en exergue: un changement de paradigme dans le plan de développement national du pays, conçu pour faire du pays un carrefour logistique et commercial de la région; l'implication des femmes, des jeunes et des petits exploitants agricoles; l'amélioration des lois sur le régime foncier; et les plans pour terminer l'électrification d'ici 2030, en utilisant un partenariat public-privé pour fournir une énergie propre et abordable.

Présentant l'ENV de Bhoutan, Lyonpo Namgay Dorji, ministre des finances, et Thinley Namgyel, secrétaire de la Commission nationale du Bonheur intérieur brut, ont parlé de l'intégration des ODD dans un plan de développement national de transition, en attendant la sortie du pays de la catégorie des PMA en 2023. Ils ont mis l'accent sur: les disparités régionales dans les niveaux de pauvreté, d'inégalité et de chômage; la dépendance à l'hydroélectricité et la vulnérabilité au changement climatique; l'engagement du pays à conserver 60% du couvert forestier; et sur son statut de pays à bilan carbone négatif.

Le commentateur principal Miguel Ángel Moir Sandoval, secrétaire à la Présidence, chargé de la planification et de la programmation, Guatemala, a demandé des informations sur les projets à long terme du Togo en matière d'énergie renouvelable, et sur la résilience au changement climatique du Bhoutan. Répondant à ces questions et à d'autres posées par les Jeunes volontaires pour l'environnement, l'Inde, Singapour, Thaïlande et Népal, Klassou a parlé du soutien du Togo pour le partage des risques entre les agriculteurs confrontés aux impacts du changement

climatique, et des mesures prises pour impliquer la diaspora dans le développement. Namgyel a parlé de l'engagement ferme à la protection de l'environnement dans l'approche du Bonheur national brut, et des difficultés rencontrées dans la production des données ventilées.

Uruguay: Álvaro García Rodríguez, directeur du Bureau de la planification et de la budgétisation, a mis l'accent sur: l'importance d'une approche fondée sur les droits de l'homme en soulignant le droit au logement; l'inclusion de la perspective du secteur des entreprises; et leur engagement à intégrer les ODD.

En réponse aux questions posées par le Brésil, la Confédération syndicale internationale, l'Argentine et l'Allemagne, respectivement, Rodríguez a déclaré que la coopération régionale offre une excellente possibilité de réaliser des progrès; il a parlé des efforts visant à institutionnaliser la participation de la société civile; et a expliqué la manière dont un plan environnemental national sera interconnecté à d'autres politiques.

Sri Lanka: Sandith Samarasinghe, ministre déléguée au ministère du développement durable, de la faune et du développement régional, a parlé des progrès significatifs réalisés par le pays depuis la fin de la guerre civile qui a laissé les infrastructures publiques, telles que les routes, dans des conditions de délabrement. Il a souligné: le renforcement des institutions démocratiques; la reconstruction des infrastructures publiques; et des progrès dans les domaines de l'éducation et de la santé, y compris la confirmation du statut de pays sans paludisme décrété par l'Organisation mondiale de la santé en 2016.

Répondant aux questions de l'Australie et du Népal, les membres de la délégation ont fourni des informations détaillées sur la politique «Vision 2025» du Sri Lanka, qui est alignée sur les ODD; et ont indiqué que l'on observe des progrès dans la collecte et la ventilation des données, notamment grâce à la mise en place de plateformes numériques.

Suisse: Doris Leuthard, ministre de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications, a souligné: la commande d'une évaluation de base sur les ODD; l'inclusion des ODD dans les indicateurs statistiques existants; un engagement en faveur des économies circulaires et vertes; et des progrès nécessaires dans des domaines tels que la consommation durable. Sophie Neuhaus, du Conseil national de la jeunesse, se référant à un rapport parallèle de la société civile, a demandé que la prochaine ENV se concentre sur les groupes vulnérables et marginalisés, et sur l'impact de la Suisse à l'étranger.

En réponse à l'Allemagne, au Centre pour les droits économiques et sociaux et au Forum européen des personnes handicapées, M. Leuthard a souligné la volonté de la Suisse de travailler en collaboration avec les pays voisins pour promouvoir la consommation durable, et a convenu que davantage d'efforts devraient être mis en œuvre dans le domaine de l'inclusion des personnes handicapées.

Australie: Gillian Bird, représentant permanent de l'Australie auprès de l'ONU, Duane Fraser, du Caucus mondial des jeunes autochtones, et Darrell Wade, cofondateur de Intrepid Travel Group, ont souligné: l'importance des ODD pour les communautés autochtones et pour les Insulaires du détroit de Torres, et leur contribution dans des domaines tels que la conservation; ainsi que la contribution des ODD à la production de valeur partagée dans le secteur privé.

En réponse aux questions posées par le Canada, l'Indonésie, le Mexique, la Suisse et Non-Violence International, l'Australie a souligné son attachement au Programme d'action d'Addis-Abeba (AAAA) sur le financement du développement, aux données qui tiennent compte du genre et aux priorités régionales.

Andorre: Maria Ubach Font, ministre des affaires étrangères, Silvia Calvó Armengol, ministre de l'environnement, de l'agriculture et de la durabilité, et Jaume Esteve, président de la Fédération andorrane d'alpinisme, ont déclaré que : les ODD sont désormais à la base de l'exécutif et de la prise de décision de l'APD; l'appropriation par les citoyens du Programme 2030 est encouragée; et la course de ski Font Blanca est promue en tant qu'événement international dédié à la lutte contre le changement climatique.

En réponse au Groupe des parties prenantes sur le vieillissement et au Rwanda, les présentateurs ont réitéré que l'accent est mis sur un système éducatif inclusif et sur la réduction de l'utilisation des plastiques.

Canada: Jean-Yves Duclos, ministre de la famille, des enfants et du développement social, et Celina Caesar-Chavannes, secrétaire parlementaire de la ministre du développement international, ont souligné la compatibilité des ODD pour éradiquer la pauvreté et assurer un avenir durable; le dévoilement imminent de la toute première stratégie nationale de réduction de la pauvreté au Canada; la place centrale de l'ODD 5 (égalité entre les sexes) dans les politiques nationales et internationales du Canada; et un engagement à développer un cadre des droits pour et avec les peuples autochtones, et à lutter contre l'exclusion sociale d'autres groupes tels que la communauté LGBTQ+.

Répondant aux questions posées par le Bangladesh, la République dominicaine, la France, Children and Youth, Fidji et les ONG, Duclos a souligné l'importance: des partenariats; d'attribuer un rôle aux villes et aux municipalités dans la lutte contre le changement climatique; et de faire de la diversité une source de force et de fierté.

République dominicaine: Isidoro Santana, ministre de l'économie, de la planification et du développement, a discuté des défis, notamment: de l'insuffisance des fonds, due en partie aux difficultés rencontrées dans le recouvrement des impôts; du déplacement massif de populations des zones rurales vers les zones urbaines; des capacités statistiques insuffisantes; et de la vulnérabilité aux risques météorologiques. Il a parlé également de la création d'une commission, et d'une stratégie nationale pour le développement durable.

En réponse aux questions du Guatemala, du Panama, de l'UE, des ONG et d'Act Alliance, Santana a expliqué les stratégies de mise en œuvre dans les domaines suivants: eau et assainissement; CPD; inclusion des groupes vulnérables; et questions de genre.

Égypte: Hala El Said, ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, a souligné: une approche participative de «l'Égypte 2030», le plan de développement national; l'accent sur l'autonomisation des jeunes et le développement des capacités humaines; les investissements majeurs dans les infrastructures, en particulier les réseaux routiers et l'électricité; et l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles d'ici 2020.

En réponse aux questions posées par Singapour, le Mexique, la Jamaïque et Children and Youth, El Said a déclaré que les femmes représentent un pourcentage de 38% dans le Cabinet du gouvernement et a souligné l'importance de la participation du secteur privé à la mise en œuvre des ODD. Un membre de la délégation a déclaré que la tenue de la 14e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique offre une opportunité de discuter de l'intégration de la biodiversité dans le secteur de l'énergie.

RDP lao: Saleumxay Kommasith, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que : des points focaux pour les ODD ont été nommés dans les ministères concernés; plus de 60% des indicateurs nationaux de développement social et économique sont basés sur les indicateurs des ODD; les taux de pauvreté sont

en baisse; les projets de transport urbain durable font partie d'une stratégie de croissance verte; et des efforts ont été entrepris pour la ventilation des données.

Sénégal: Mame Thierno Dieng, ministre de l'environnement et du développement durable, a mis en relief: l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les programmes scolaires; un taux de pauvreté de 47%; les efforts pour assurer un partage équitable des fruits du développement entre les zones urbaines et rurales; la poursuite des efforts visant à réduire la mortalité néonatale et maternelle en dépit des coûts élevés des services de santé; 43,9% de couverture sanitaire en 2017, avec des plans pour atteindre 53% d'ici 2021; 99% d'accès à l'eau potable dans les zones rurales; et 68% et 40% d'accès à l'électricité dans les zones urbaines et rurales, respectivement.

En réponse aux questions de la Guinée, des travailleurs et des syndicats, Dieng a déclaré que les ENV constituent une opportunité pour apprendre des expériences des autres pays.

Les Bahamas: Le Premier ministre Hubert Alexander Minnis a souligné la vulnérabilité des Bahamas eu égard à leur emplacement dans une zone d'ouragan instable, et a parlé des défis, notamment dans les secteurs liés à la pauvreté, au chômage des jeunes, à l'éducation, à la santé, à l'efficacité énergétique et à la résilience côtière. Il a parlé des plans relatifs aux ODD visant à promouvoir la réforme agraire, l'autonomisation et l'agriculture potagère.

En réponse aux questions posées par la Jamaïque, Singapour et les ONG, Matthew Aubry, de l'Organisation pour une gouvernance responsable, et Nicola Virgill-Rolle, de l'Unité du développement économique et de la planification, Bureau du Premier ministre, ont déclaré que les Bahamas n'ont pas une forte culture d'engagement avec les organisations civiques, et a souligné le rôle des bailleurs de fonds internationaux dans la lutte contre la résilience côtière.

Roumanie: Grațiela-Leocadia Gavrilescu, Vice-Premier ministre et ministre de l'environnement, a parlé des efforts déployés par les administrations nationales et locales pour faire progresser les ODD, et a mis l'accent sur: l'élimination des cloisonnements pour s'attaquer à un programme complexe; la nécessité de la stabilité pour soutenir les droits de l'homme; et l'importance de la mise en œuvre des ODD, en commençant par les modes de vie individuels.

En réponse aux questions posées par l'Espagne, la Grèce et Children and Youth, Gavrilescu a reconnu: les menaces complexes qui pèsent sur la biodiversité de son pays, et l'importance d'impliquer les universités dans les ENV.

Liban: Ghassan Hasbani, vice-Premier ministre et ministre de la Santé publique, a souligné que: la stabilité économique et politique du Liban est essentielle pour stabiliser une région volatile; le pays supporte le fardeau de l'accueil de plus de 1,5 million de Syriens déplacés; il a adopté une approche ascendante et «pangouvernementale» de la mise en œuvre des ODD; des progrès louables ont été réalisés dans les domaines de l'éducation, de la santé, des questions liées aux femmes, la réduction de la pauvreté et le développement des petites et moyennes entreprises; et il faudrait davantage de travail dans des domaines tels que l'amélioration des capacités en matière de statistiques.

En réponse aux questions posées par la Hongrie, l'Arménie, la Norvège et les ONG, Hasbani et sa délégation, qui comprenait un représentant des OSC, ont fourni des informations sur: l'implication du secteur privé dans le Programme 2030, principalement grâce au réseau du Pacte Mondial des Nations Unies pour le Liban; l'accent que le pays met sur la relance de la croissance et la création d'emplois pour les jeunes; le rôle de

l'éducation dans la transition des solutions humanitaires vers des stratégies de développement à long terme; et l'inclusion des OSC dans le processus de rédaction de l'ENV.

Hongrie: László Palkovics, ministre de l'innovation et de la technologie, a centré son intervention sur: la gestion de l'eau, incluant le rôle de chef de file que joue la Hongrie dans la diplomatie internationale de l'eau et le projet d'accueillir le Sommet de l'eau de Budapest en 2019; une stratégie énergétique durable qui comprend un programme pour promouvoir l'utilisation des voitures électriques; un accent sur le programme des villes durables qui comprend le logement, le changement climatique et les composantes liées à la qualité de l'air; et une stratégie nationale sur la CPD.

En réponse aux questions posées par le Liban, Singapour, la Pologne, Malte, Children and Youth, l'Éthiopie et la Sierra Leone, Palkovics a souligné: le soutien de son pays à d'autres pays dans le domaine de la gestion de l'eau; les politiques qui visent à traiter les problèmes démographiques, y compris le faible taux de fécondité; l'implication des jeunes dans les ODD; et les efforts pour promouvoir l'inclusion des personnes défavorisées, telles que les communautés roms.

Malte: Carmelo Abela, ministre des affaires étrangères et de la promotion du commerce, a mis l'accent sur: une loi nationale rendant obligatoire l'intégration du développement durable dans toutes les politiques; un taux de croissance économique élevé et stable; les investissements dans l'éducation, le perfectionnement des compétences et la santé; un taux d'emploi élevé; et des efforts pour assurer l'égalité entre les sexes et l'inclusion sociale, y compris des personnes handicapées et de la communauté LGBTQ+.

En réponse aux questions posées par le Libéria et les ONG, Abela a souligné l'importance accordée aux possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie, et aux services gratuits de garde d'enfants pour stimuler l'emploi; et une attitude «positive» pour aborder des questions telles que la bureaucratie et les tarifs énergétiques, afin de stimuler les investissements.

Pologne: Jadwiga Emilewicz, ministre de l'entrepreneuriat et de la technologie, a souligné l'alignement entre le Programme 2030 et la Stratégie pour le Développement responsable adoptée par la Pologne en 2016. Elle a parlé des initiatives sociales, économiques et environnementales, notamment: «Family 500 Plus» qui vise à aider les familles ayant des enfants en leur envoyant de l'argent liquide; «75 Plus» pour les personnes âgées; «Zone d'investissement polonaise» pour promouvoir l'innovation, la recherche et le développement à travers des allègements fiscaux; «Starting Poland» pour aider les start-ups; et «Stop Smog» pour lutter contre la pollution atmosphérique. Les membres de sa délégation ont souligné l'implication du secteur privé dans le Programme 2030 et dans le Pacte mondial des Nations Unies.

En réponse aux questions posées par Malte, la Hongrie, l'Éthiopie, la Biélorussie, Women, et Children and Youth, Emilewicz a attiré l'attention sur les mesures pour mettre en œuvre une économie circulaire; la gestion de l'eau; et sur la lutte contre la pollution atmosphérique dans le cadre des efforts déployés pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Singapour: Masagos Zulkifli, ministre de l'environnement et des ressources en eau, a souligné: la mise en place des systèmes intégrés en circuit fermé pour le recyclage de l'eau et des déchets; Singapour en tant que l'une des premières nations asiatiques à instituer une taxe carbone nationale; la planification intégrée à long terme pour les villes durables, y compris en mettant l'accent sur l'espace vert urbain; et un programme d'action pour le climat qui vise à renforcer la capacité de résilience au changement climatique dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

En réponse aux questions posées par le Bhoutan, l'Égypte, la Colombie, la Thaïlande, la Slovaquie, le Viet Nam, la Jamaïque, la Sierra Leone et Ageing, Zulkifli a fourni des informations sur: les approches multipartites de la mise en œuvre des ODD; un engagement durable à intégrer la protection de l'environnement dans le développement, en particulier dans le domaine de la gestion de l'eau; et la volonté d'accroître le partage des connaissances et la coopération Sud-Sud.

Espagne: Teresa Ribera, ministre de la transition écologique, Josep Borrell, ministre des affaires étrangères chargé de l'Union européenne et de la coopération, et Cristina Gallach, haut-commissaire à l'Agenda 2030, ont mis en relief: les niveaux élevés de l'inégalité et le chômage des jeunes; les niveaux élevés de violence sexiste; les disparités salariales importantes entre les hommes et les femmes; les taux élevés de participation des femmes à la vie politique (11 des 16 ministres sont des femmes); la grande vulnérabilité au changement climatique; une structure multi-niveau et multipartite; un comité national pour la mise en œuvre nationale des ODD; et une stratégie de recherche et de développement pour les ODD.

En réponse aux questions posées par la Roumanie, le Mexique, les ONG et Women, les membres de la délégation ont attiré l'attention sur la création de plus de 50 plateformes d'organisation pour la participation de la société civile et la décentralisation dans la mise en œuvre des ODD.

Arabie saoudite: Faisal Alibrahim, Vice-ministre de l'économie et de la planification, Abdallah Yahya Al-Mouallimi, représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès des Nations unies, Yousef Abdullah Al-Benyan, vice-président et directeur général de SABIC, et Son Altesse Royale la Princesse Banderi Al Saoud, ont mis l'accent sur: l'alignement entre la «Vision 2030» de l'Arabie Saoudite et les ODD; le soutien coordonné du secteur privé et de la société civile; une stratégie nationale de l'eau visant à réaliser un accès universel à l'eau potable; l'implication des femmes et des jeunes dans la planification urbaine; et les partenariats locaux pour la mise en œuvre des ODD.

En réponse aux questions posées par les Émirats arabes unis, l'Égypte, Bahreïn et la Malaisie, Alibrahim a souligné une étroite collaboration entre les ministres et les plans du fonds souverain de l'Arabie saoudite dont l'objectif est d'accroître les investissements dans les énergies renouvelables.

Paraguay: La vice-présidente Alicia Beatriz Pucheta de Correa a mis l'accent sur: le plan national de développement 2030, qui comprend les politiques visant à renforcer les capitaux municipaux et à protéger les populations vulnérables; les processus institutionnels tels que la mise en place d'audits et d'indicateurs pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD; les programmes de lutte contre la violence contre les enfants et les adolescents; et de meilleures capacités en matière de statistiques, en tant que l'un des défis à venir.

En réponse aux questions posées par l'Uruguay et les peuples autochtones, Pucheta et sa délégation ont attiré l'attention sur MERCOSUR en tant que plateforme appropriée pour la collaboration avec les pays voisins en matière d'ODD, et sur les efforts en cours visant à améliorer le bien-être et le niveau de vie des populations autochtones et des communautés rurales.

Qatar: Saleh bin Mohammed Al Nabit, ministre de la planification du développement et de la statistique, a souligné: les plans visant à faire passer la croissance économique de 1,7% en 2017, à 2,2% en 2018; les améliorations du taux d'alphabétisation, de 97% en 2015 à 98% en 2017; et la baisse du chômage des jeunes de 1,7% en 2015 à 0,8% en 2017. Il a déclaré que le Qatar est le chef de file dans l'indice de paix au Moyen-Orient et en

Afrique du Nord et qu'il a un accès universel à l'eau potable, et met l'accent sur les projets visant à promouvoir la CPD par le biais des bâtiments écologiques.

En réponse aux questions posées par la Guinée et Children and Youth, Al Nabit a mis en exergue la qualité de l'éducation et la contribution de la société civile à la mise en œuvre des ODD et à la rédaction de l'ENV.

Discours liminaire du secrétaire général des Nations Unies

Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a mis l'accent sur les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030, notamment, les améliorations dans la baisse de la mortalité maternelle et infantile, et l'accès à l'électricité. Il a toutefois déclaré qu'en même temps, il existe des domaines dans lesquels certains pays sont à la traîne, ou font marche arrière dans des domaines essentiels pour l'engagement partagé de ne laisser personne derrière. Il a mis l'accent sur les changements climatiques incontrôlables, les conflits, les inégalités, les poches persistantes de la pauvreté et de la faim, et sur la nécessité de combler les lacunes qui s'aggravent lors d'une expansion exceptionnelle de l'économie. Il a annoncé le lancement en septembre 2018, d'une stratégie de l'ONU pour soutenir les jeunes et les impliquer, d'un sommet sur le climat pour galvaniser l'ambition en septembre 2019, et d'une réunion de haut niveau sur le financement du Programme 2030, prévue en septembre 2018

Adoption de la Déclaration ministérielle et du projet de rapport du FPHN

Dans l'après-midi du mercredi 18 juillet, la Présidente de l'ECOSOC, Chatardová, a demandé au FPHN d'examiner l'adoption du projet de Déclaration ministérielle (E/HLPF/2018/L.2), et a remercié les deux facilitateurs du processus de rédaction, Gillian Bird (Australie) et Masud Bin Momen (Bangladesh).

Elle a demandé aux délégués d'examiner deux amendements (E/HLPF/2018/L.3) au paragraphe 28, proposés par les États-Unis. Dans le premier amendement (sur les MMCE et un partenariat mondial), les États-Unis ont réitéré leur objection à une référence à une «coopération mutuellement bénéfique». Chatardová a déclaré que les termes «coopération gagnant-gagnant» et «coopération mutuellement bénéfique» ont été largement utilisés de manière interchangeable par un seul État membre pour les insérer dans son programme de politique intérieure, dans le contexte des Nations Unies; et que ces termes sont devenus pratiquement synonymes d'un modèle de développement qui est dangereux pour l'avenir des ODD. Elle a donc demandé qu'il soit procédé à un vote enregistré. Le texte original du projet a été maintenu à l'issue d'un vote de 50 voix pour l'amendement, 107 voix contre et 3 abstentions.

Chatardová a ensuite demandé aux participants d'examiner le deuxième amendement proposé par les États-Unis au paragraphe 28, demandant de supprimer une référence afin d'aligner la Déclaration ministérielle sur l'AAAA, ainsi que les références à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La représentante des États-Unis a présenté son objection à la référence sur le commerce dans ce paragraphe, soutenant que son pays ne considère pas l'ONU comme une organisation appropriée pour se prononcer sur l'OMC et ne soutient donc pas les références aux questions de l'OMC dans les documents des Nations Unies. Elle a présenté un amendement réaffirmant que le commerce peut contribuer à la promotion du développement durable et à la réduction de la pauvreté, comme le reconnaît le Programme

2030. Le texte original a été maintenu à l'issue d'un vote de deux États membres en faveur de l'amendement, 155 contre et trois abstentions.

Chatardová a en outre invité les participants à examiner le paragraphe 12 sur la paix et la sécurité, en signalant une objection d'un État membre. Israël a déclaré que le paragraphe contient un langage politisé sur l'occupation étrangère qui n'a pas sa place dans les discussions de l'ECOSOC et du FPHN. Le texte original a été retenu à l'issue d'un vote de 109 voix pour le maintien, cinq voix contre et 46 abstentions.

Pour terminer, Chatardová a invité les participants à examiner un amendement au paragraphe 16 sur l'égalité entre les sexes. La Fédération de Russie a indiqué sa préférence pour l'expression «relations de pouvoir inégales» à «rôles inégaux entre les sexes», tel que reflété dans la part disproportionnée des femmes dans la prestation des soins bénévoles et le travail domestique. Le Canada, au nom de 66 États membres, a déclaré que l'inclusion dans la Déclaration, d'un paragraphe séparé sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles est en parfaite harmonie avec le Programme 2030. Le texte original a été maintenu à l'issue d'un vote de 134 votes des États membres pour, 11 voix contre et 10 abstentions.

La Turquie s'est dissociée d'une phrase stipulant que «créer des partenariats multipartites, assurer une participation publique de qualité et une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux constituent des éléments clés pour traiter efficacement les problèmes liés à l'eau».

Les États-Unis ont demandé un vote enregistré sur l'ensemble de la Déclaration ministérielle. À l'issue du vote, la Déclaration a été adoptée avec 164 voix pour, deux contre et aucune abstention.

L'Égypte, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a souligné la nécessité d'éradiquer la faim et de lutter contre l'insécurité alimentaire; et a souligné les principes de responsabilités communes mais différenciées et de respect de l'intégrité territoriale des États. Avec le Venezuela, le représentant a appelé les États à se soustraire de la promulgation des mesures économiques unilatérales.

L'Autriche, au nom de l'UE, a exprimé son «profond regret» que la Déclaration ministérielle ait fait l'objet d'un vote, en particulier sur les paragraphes relatifs aux droits de l'homme, à l'État de droit et à la justice à tous les niveaux. Le représentant a demandé que les négociations sur la Déclaration ministérielle commencent plus tôt que cette année; il a déploré le fait que la déclaration ne comporte pas de références suffisantes aux défis environnementaux, mais inclue une référence à une vision «dépassée» de la croissance économique et de l'industrialisation; et a souligné la faiblesse des références aux énergies renouvelables, et l'absence d'appels à la réforme des subventions aux combustibles fossiles.

Israël a demandé au Secrétariat de consigner sa dissociation du paragraphe 12.

Les États-Unis ont déploré les références à l'occupation étrangère et au commerce international, ainsi que le texte sur un paradigme de développement mutuellement bénéfique.

La Chine a souligné la nécessité d'une coopération pour un développement mutuellement bénéfique.

La Russie a exprimé des objections à la participation d'enfants et des jeunes au suivi et à l'examen du Programme 2030 avant qu'ils ne deviennent légalement adultes. Le représentant a déclaré que le nombre croissant de désaccords enregistrés cette année et le fait que l'ensemble de la Déclaration a été soumise au vote reflètent l'inefficacité du FPHN.

Le Venezuela a déploré l'absence de références à la gestion souveraine des ressources naturelles et au droit de chaque État d'élire ses dirigeants sans ingérence internationale. Le Maroc a déploré l'absence de références à l'intégrité territoriale. Le représentant du Saint-Siège a déclaré qu'il considère le genre, non pas comme un concept culturel, mais comme une notion biologique solidement établie.

Chatardová a ensuite appelé à l'adoption du projet de rapport de la réunion (E/HLPF/2018/L.1). Après l'adoption, elle a souligné les principaux événements du FPHN 2018 dans sa déclaration finale, notamment: la présentation de 46 ENV, avec la participation de la société civile; les laboratoires des ENV, où les pays ont discuté de la façon d'utiliser les ENV; les progrès institutionnels résultant des préparatifs des ENV; et le long processus préparatoire qui a précédé le FPHN.

Elle a clôturé la réunion à 18h 42.

Résultat final: La Déclaration ministérielle se félicite des travaux préparatoires entrepris par l'ECOSOC sur le thème «Transformation vers des sociétés durables et résilientes» et, entre autres:

- réaffirme l'engagement en faveur du Programme 2030, de veiller à ce que personne ne soit laissé derrière et que le programme soit «axé sur les populations, universel et transformateur»;
- souligne que l'éradication de la pauvreté, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi mondial et une exigence indispensable du développement durable;
- reconnaît que le développement durable ne peut être réalisé sans la paix et la sécurité, qui seront compromises sans le développement durable;
- reconnaît que les pays vulnérables, en particulier les pays africains, les PMA, les PDSL et les PEID, méritent une attention particulière, tout en rappelant les défis auxquels sont confrontés de nombreux PRI;
- appelle à l'adoption de nouvelles mesures et actions efficaces, conformément au droit international, pour surmonter les obstacles à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous l'occupation coloniale et étrangère;
- souligne l'importance d'impliquer et de soutenir une participation significative des enfants, des adolescents et des jeunes à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du Programme 2030; et
- réaffirme l'engagement en faveur de l'égalité entre les sexes, de l'autonomisation de toutes les femmes et filles, et de la pleine réalisation des droits humains pour toutes les femmes et toutes les filles.

Après l'examen des ODD 6, 7, 11, 12, 15 et 17 cette année, les États membres reconnaissent la nécessité de tirer parti des synergies et de réduire au minimum les compromis, et soulignent:

- la nécessité d'un leadership politique pour parvenir à un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement;
- l'importance d'accélérer le rythme de la transition vers les énergies renouvelables, en particulier dans les secteurs d'utilisation finale tels que les transports, les bâtiments et l'agriculture;
- que les villes peuvent agir en tant qu'agents de changement positif, catalyseurs de l'inclusion et «moteurs» d'une croissance économique équitable et durable;
- que les défis persistants du découplage de la croissance économique, de l'utilisation des ressources sont préoccupants, et qu'une approche fondée sur des systèmes alimentaires durables et des modes de vie durables devrait être adoptée; et

- l'importance de redoubler d'efforts sur tous les fronts pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres, l'érosion et la sécheresse, la perte de biodiversité et la pénurie d'eau.

La Déclaration ministérielle reconnaît également la nécessité de renforcer les MMCE et de redynamiser le partenariat mondial; et s'engage à promouvoir un système commercial multilatéral dans le cadre de l'OMC, et à poursuivre collectivement le développement durable mondial et la coopération mutuellement bénéfique.

La déclaration ministérielle salue en outre les 46 pays qui ont présenté des ENV, et souligne :

- l'importance de partager les meilleures pratiques et de fournir une assistance pour le renforcement des capacités nationales en matière de suivi et d'examen;
- que le rythme des progrès vers la réalisation de l'ensemble des objectifs devrait être accéléré, s'agissant en particulier des objectifs assortis d'un échéancier de 2020;
- le rôle essentiel de la STI dans la réalisation des ODD; et
- la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires, concrètes et immédiates pour renforcer les partenariats multipartites.

Brève analyse du FPHN de 2018

... quelles que soient les bonnes paroles prononcées au cours des dernières décennies aux conférences internationales ou dans les couloirs des Nations Unies, les structures précédentes de privilège et de pouvoir et d'injustice et d'exploitation n'ont jamais complètement disparu. Elles n'ont jamais été complètement délogées. - Ancien président des États-Unis, Barack Obama, dans un discours à l'occasion de la Journée Mandela, le 18 juillet 2018.

La parlementaire britannique, Caroline Lucas, a fait remarquer une fois que nous risquons de devenir la première espèce à surveiller notre disparition dans les moindres détails, soutenus par une base de données, des objectifs, des indicateurs et des cibles. «Pourquoi sommes-nous l'espèce qui surveille notre propre extinction au lieu de faire quelque chose?», a-t-elle demandé.

Le Programme 2030 et les ODD constituent une tentative de rassembler les deux parties de la question de Lucas: pour mobiliser la communauté internationale derrière 17 «Objectifs globaux» soigneusement élaborés et soutenus par une base de données; et pour orchestrer une nouvelle conception des institutions et des comportements institutionnalisés.

Cependant, au FPHN de 2018, un certain nombre de conférenciers ont averti que le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser l'ambition du Programme 2030, et surtout, pour «ne laisser personne derrière». La fragmentation mondiale, non pas la collaboration, est de rigueur, comme l'ont déclaré Andrew Gilmour, du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de «l'homme, et un certain nombre d'autres, mettant en relief les tensions dans le système multilatéral et les guerres commerciales imminentes. Ils ont cité des données qui indiquent une inégalité enracinée, une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim et une stagnation de l'APD. La richesse mondiale demeure concentrée entre les mains de 1% de la population mondiale, et des menaces nouvelles et émergentes se sont ajoutées aux défis historiques. Les «données massives» et les avantages mitigés de la nouvelle technologie qui constituent une menace pour l'emploi tout en présentant le potentiel de relever de nombreux défis mondiaux, ont été mentionnés à plusieurs reprises au cours de la réunion.

Alors que bon nombre de ces défis devront être abordés à plusieurs niveaux et échelles, du global au régional en passant par le local, la présente analyse examine le rôle que le FPHN peut jouer dans «l'orchestration» des différents niveaux, en particulier dans le contexte des possibilités de réforme institutionnelle. Alors que les discussions de groupe et les ENV se poursuivaient dans les salles de conférence des Nations Unies, les possibilités de peaufiner le FPHN et de le rendre adapté à l'objectif du prochain processus d'évaluation étaient un sujet clé de discussion dans les couloirs et dans plusieurs des événements parallèles qui avaient pris d'assaut le Siège des Nations Unies.

Il n'y a pas de passion à jouer petit. - Nelson Mandela

«L'ambition exprimée dans les Objectifs et les cibles est accablante», a déclaré au FPHN Ruben Zondervan, de Earth System Governance Project.

Il reste encore à voir si une approche de gouvernance par objectifs sera efficace pour relever les défis urgents d'aujourd'hui. La question pressante à cette réunion était toutefois de savoir quel rôle le FPHN peut jouer dans le pilotage de la réalisation de l'ambition du Programme 2030.

Le FPHN a été établi avant l'adoption du Programme 2030. Par conséquent, il n'a pas été conçu pour le suivi et l'évaluation du Programme. La session de septembre 2019 du FPHN, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, examinera de manière rétrospective et prospective la totalité de l'ordre du jour du prochain cycle quadriennal fondé sur le Rapport mondial de développement durable. Les chefs d'État et de gouvernement examineront les obstacles, formuleront éventuellement des recommandations sur les problèmes des ressources, et produiront une déclaration politique. Certains considèrent qu'il s'agit d'une occasion précieuse de faire en sorte que le FPHN soit mieux outillé pour le suivi et l'évaluation du Programme 2030. «Tout le monde attend 2019», a déclaré un dirigeant d'une ONG.

En outre, l'AGNU devra reprendre les discussions sur le FPHN à sa 74e session qui commence en septembre 2019 (conformément à la résolution 70/299 de l'Assemblée générale des Nations Unies), pour examiner son format et ses aspects organisationnels. Cela permettrait de réexaminer le mandat initial du FPHN dans la résolution 67/290 de l'Assemblée générale des Nations Unies et de voir ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. Cela pourrait également être l'occasion de mieux aligner l'ECOSOC et le FPHN.

Enfin, le système de développement des Nations Unies a fait l'objet d'une réévaluation majeure et envisage actuellement une série de mesures qui lui permettront de mieux soutenir la mise en œuvre du Programme 2030. En 2019, le FPHN, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, aura également l'occasion de guider les orientations que l'Assemblée générale fournira au système de l'ONU à travers l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement.

Vision avec l'action

L'action sans vision n'est que du temps qui passe, la vision sans action n'est que rêverie, mais la vision avec l'action peut changer le monde. – Nelson Mandela

Alors que système des Nations Unies peut fournir la vision implicite dans le Programme 2030 et dans les ODD, son rôle peut être surestimé si l'on n'accorde pas suffisamment d'attention à l'habilitation et à l'autonomisation des gouvernements régionaux, nationaux et locaux, et à d'autres parties prenantes qui partagent la copaternité de cette vision.

Les 46 ENV présentées lors de la session de 2018 ont fourni un bon aperçu de l'action sur le terrain, mais aussi sur de nombreux défis auxquels sont confrontés les acteurs nationaux et locaux. Il est clair que certains pays ont fait des efforts considérables pour aligner leurs plans nationaux sur le Programme 2030. Cependant, la capacité et les ressources financières, dans un certain nombre de pays en développement notamment, étaient un sujet récurrent. Le niveau de participation des acteurs non étatiques à la préparation des ENV variait selon les pays en termes d'échelle et de profondeur. Pendant les présentations des ENV, certaines des questions les plus difficiles sur les limites de la focalisation des ENV et sur les omissions, étaient en fait posées par les organisations de la société civile.

Certains acteurs ont exprimé leur frustration face à l'absence de suivi et de retour d'information sur les ENV. «Peut-être devons-nous aller au-delà des ENV – vu l'organisation actuelle – pour adopter une approche plus énergique. Est-il temps de faire appel à des organismes d'audit nationaux utilisant des méthodes de préparation de rapport claires et cohérentes, et de prévoir un rôle plus formel pour les experts de la société civile? », a demandé un participant.

Même lorsque les gouvernements décrivaient les difficultés rencontrées dans leurs efforts pour intégrer les ODD dans tous les secteurs et pour mettre en œuvre une approche «pangouvernementale», ils ont critiqué l'approche «fragmentée» du FPHN qui consiste à se concentrer sur un sous-ensemble d'ODD à chaque session, plutôt que sur les liens entre les ODD. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes et certaines organisations de la société civile ont plaidé pour une approche plus holistique des ODD fondée sur l'interdépendance de ceux-ci. «Le traitement des ODD séparément et en groupes ne tient pas compte de l'analyse structurelle et de l'interdépendance, comme par exemple dans le cas de l'éducation et du travail», a expliqué un négociateur régional chevronné. Les participants ont également estimé que certains groupes de l'examen thématique étaient structurés de manière à rendre difficile une appréciation rigoureuse des causes sous-jacentes, en insistant plutôt sur les tendances générales.

Pour terminer, des questions ont été posées sur le niveau de franchise que l'on peut attendre des présentateurs des ENV au cours du FPHN. Au cours de la session sur les perspectives de la société civile, les participants se sont demandé s'il serait possible de créer des «espaces sûrs» pour des interventions de la société civile rigoureuses, indépendantes et engagées. Dans sa présentation, Luisa Emilia Reyes Zuñiga, du Mécanisme de coordination du FPHN, a rapporté que des acteurs de la société civile ont été intimidés et harcelés dans les couloirs.

Elle et d'autres ont estimé que les modèles du système des Droits de l'homme des Nations Unies pourraient offrir des approches possibles de protection que recherchent actuellement les ONG, telles que l'adoption d'un système formel de «rapports parallèles» - une proposition qui avait été rejetée par les États membres en 2015 lors de la négociation du Programme 2030. Ils espèrent cependant persuader les États membres dans le cadre du prochain processus d'évaluation, qui nécessite un processus plus formel.

Certains de ces défis se rapportent au statut du FPHN en tant que «plateforme» de discussion, ce qui implique certaines contraintes – en ce qui concerne les ressources, le pouvoir du mandat et la capacité. Des participants ont déclaré que le FPHN peut être plus efficace pour l'exploitation et le suivi de la masse des connaissances et d'activités actuellement générées par les ODD, si un mandat clair et suffisant lui est donné, et si des ressources adéquates sont mises à sa disposition.

Impossible jusqu'à ce que ce soit fait

Cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. - Nelson Mandela

Le défi de l'évaluation pour le FPHN de 2019 sera d'aligner toutes ces opportunités et de les rendre cohérentes. Certains espèrent que le FPHN puisse émerger en tant qu'une plateforme dotée d'un pouvoir de rassemblement considérable au cœur d'un réseau mondial de réseaux, en s'appuyant sur l'autorité et la légitimité incontestables des ODD. Cela pourrait permettre, estiment-ils, non seulement à des organismes de l'ONU, dont l'ECOSOC et le FPHN, de jouer un rôle central, mais aussi de donner plus de place aux réseaux d'acteurs non gouvernementaux incluant les ONG, la société civile, les milieux d'affaires, les universités et les organisations intergouvernementales, entre autres.

La question de Caroline Lucas est la grande question qui plane sur le Programme 2030 et les ODD. Le Programme 2030 n'est rien de moins que sublime: il est porteur des aspirations les plus intimes et publiques de l'humanité, non seulement à la survie, mais à l'épanouissement dans un monde où la réciprocité et les droits battent au cœur des relations sociales et écologiques. Mais une expérience sans précédent dans une gouvernance mondiale axée sur les objectifs et les données, menée par le FPHN, peut-elle être plus qu'un simple suivi de notre propre extinction?

Réunions à venir

Réunion d'organisation de l'ECOSOC pour 2018-2019: Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) tiendra sa réunion d'organisation concernant le programme de travail du Conseil de juillet 2018 à juillet 2019. **date:** 26 juillet 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat de l'ECOSOC **courriel:** ecosocinfo@un.org **www:** <https://www.un.org/ecosoc/fr/events/2018-9>

Semaine mondiale de l'eau 2018: La 28e Semaine mondiale de l'eau, organisée par l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) et ses partenaires, portera sur le thème «Eau, écosystèmes et développement humain». **dates:** 26-31 août 2018 **lieu:** Stockholm, Suède **contact:** Secrétariat de SIWI **téléphone:** + 46-8-121-360-00 **télécopie:** + 46-8-121-360-01 **courriel:** siwi@siwi.org **www:** <http://www.siw.org/>

Onzième réunion du GTCNL de la Convention de Bâle: Le Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) aura à examiner, entre autres: le cadre stratégique de la Convention, les directives techniques, l'examen des annexes, le Programme de partenariat de la Convention de Bâle, et les nouveaux points de l'ordre du jour sur les déchets plastiques marins, les micro-plastiques et les déchets contenant des nanomatériaux. **dates:** 3-6 septembre 2018 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat des Conventions de BRS: + 41-22-917-8271 **télécopie:** + 4-22-917-8098 **courriel:** brs@brsmeas.org **www:** <http://www.basel.int>

Première session de la Conférence intergouvernementale sur BBNJ: La première session de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur un instrument international juridiquement contraignant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà des juridictions nationales (BBNJ) fait suite à une réunion d'organisation (avril 2018) et commencera son travail en s'appuyant sur des éléments d'un projet de texte d'un instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des BBNJ dans le cadre de l'UNCLOS, qui a été élaboré par le comité préparatoire. **dates:** 4-17 septembre 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division des affaires maritimes et du droit de la mer (UNDOALOS) **téléphone:** + 1-212-963-3962 **courriel:** doalos@un.org **www:** <https://www.un.org/bbnj/>

Conférence de Bangkok sur les changements climatiques:

Cette conférence présentera le résumé du travail effectué sur les questions liées au Programme de travail de l'Accord de Paris. **dates:** 4-9 septembre 2018 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC): + 49-228-815-1000 **télécopie:** + 49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

14e réunion du Comité d'étude des produits chimiques de la Convention de Rotterdam: Le Comité d'étude des produits chimiques (CEPC14) examinera les produits chimiques et les formulations de pesticides en vue d'une éventuelle inscription à l'Annexe III de la Convention de Rotterdam. **dates:** 11-14 septembre 2018 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat des Conventions de BRS **téléphone:** + 41-22-917-8218 **télécopie:** + 41-22-917-8098 **courriel:** brs@brsmeas.org **www:** <http://www.pic.int>

67e réunion de la Commission baleinière internationale (CBI 67): La CBI 67 se tiendra au Brésil pour débattre de la chasse aborigène de subsistance à la baleine, de la situation et de la santé des cétacés, des impacts imprévus d'origine anthropique, des permis scientifiques, des plans de gestion de la conservation, de l'observation des baleines et d'autres questions. **dates:** 10-14 septembre 2018 **lieu:** Florianopolis, Brésil **contact:** Secrétariat de la CBI **téléphone:** + 44-1223-233-971 **télécopie:** + 44-1223-232-876 **www:** <https://iwc.int/iwc67>

14e réunion du Comité d'étude des polluants organiques persistants: La quatorzième réunion du Comité d'étude des polluants organiques persistants (CEPOP-14) examinera les inscriptions éventuelles des produits chimiques dangereux dans les diverses annexes de la Convention de Stockholm. **dates:** 17-21 septembre 2018 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat des Conventions de BRS **téléphone:** + 41-22-917-8729 **télécopie:** + 41-22-917-8098 **courriel:** brs@brsmeas.org **www:** <http://www.pops.int>

73e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies:

La 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies comprendra: un débat général de haut niveau; une réunion plénière de haut niveau sur la paix mondiale; une réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose; et un examen complet en une journée, des progrès réalisés dans la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles. La plénière adoptera une déclaration politique négociée par les États membres. Un certain nombre d'événements se dérouleront parallèlement à l'ouverture de la 73e session de l'AGNU sous les bannières de la Semaine mondiale des objectifs 2018, et de l'édition 2018 de la Semaine du climat de la Ville de New York. **dates:** 18 septembre - 5 octobre 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Bureau du Président de l'AGNU **www:** <http://www.un.org/fr/ga/73/meetings>

Édition 2018 de la Journée mondiale de l'habitat: La Journée mondiale de l'habitat est célébrée chaque année le premier lundi d'octobre. L'événement se concentre sur l'état des établissements humains et sur le droit des personnes à un logement adéquat. Il vise également à rappeler aux dirigeants qu'ils sont responsables de l'habitat des futures générations. **date:** 1er octobre 2018 **lieu:** dans le monde entier **contact:** ONU Habitat **courriel:** unhabitat-whd@un.org **www:** <https://unhabitat.org/world-habitat-day/>

Réunions annuelles 2018 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale: Les réunions annuelles de 2018 du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale rassembleront des banquiers centraux, des ministres des finances et du développement, des cadres du secteur privé, de la société civile, les médias et des universitaires pour discuter de questions d'intérêt mondial, notamment les perspectives économiques mondiales, la stabilité financière mondiale, l'éradication de la pauvreté, l'emploi et la croissance,

le développement économique, l'efficacité de l'aide et les changements climatiques. **dates:** 8-14 octobre 2018 **lieu:** Bali, Indonésie **contact:** Secrétariats de la Banque mondiale/FMI **courriel:** <http://meetings.imf.org/fr/2018/Annual/Contact> **www:** <http://meetings.imf.org/en/2018/Annuel>

Conférence de Katowice sur les changements climatiques: La Conférence de Katowice sur les changements climatiques comprendra la 24e session de la Conférence des Parties (CdP 24) à la CCNUCC, ainsi que la Réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris. **dates:** 3-14 décembre 2018 **lieu:** Katowice, Pologne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** + 49-228-815-1000 **télécopie:** + 49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/et> <http://cop24.katowice.eu/>

Édition 2018 du Deuxième Forum mondial des Nations Unies sur les données: Le Forum mondial de l'ONU sur les données sera accueilli par l'Autorité fédérale de la compétitivité et de statistique, EAU, avec le soutien de la Division de statistique du DAES, ONU, sous la direction de la Commission de statistique et du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités en matière de statistiques relative au Programme de développement durable 2030. **dates:** 22-24 octobre 2018 **lieu:** Dubaï, EAU **contact:** Division de statistique de l'ONU **téléphone:** + 1-212-963-9851 **courriel:** dataforum@un.org **www:** <http://undataforum.org>

Conférence des Nations Unies 2018 sur la biodiversité: La 14e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), la 9e Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la Biosécurité et la 3e Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (CdP 14 CDB, CdP/RdP 9 Protocole de Cartagena et CdP/RdP 3 Protocole de Nagoya) auront à examiner une série de questions relatives à la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles. Un Segment de haut niveau se tiendra les 14 et 15 novembre. **dates:** 17-29 novembre 2018 **lieu:** Charm el-Cheikh, Égypte **contact:** Secrétariat de la CBD **téléphone:** + 1-514-288-2220 **télécopie:** + 1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/conferences/2018>

G-STIC 2018: La Conférence mondiale sur la technologie durable et l'innovation vise à faciliter la mise en œuvre au niveau mondial des ODD. La série de conférences G-STIC sera organisée conjointement par VITO (organisation de recherche et de technologie dans les domaines des technologies propres et du développement durable de Belgique) et ses partenaires internationaux: le Centre africain d'études technologiques (ACTS), l'Institut asiatique de technologie (AIT), l'Institut indien de technologie (IITD) et l'Institut de l'énergie et des ressources (TERI). **dates:** 28-30 novembre 2018 **lieu:** Bruxelles, Belgique **contact:** G-STIC **courriel:** <https://forms.gstic.org/contact-us/> **www:** <https://2018.gstic.org/>

Édition 2018 du Sommet des dirigeants du G20: La réunion 2018 du Sommet des dirigeants du G20 portera essentiellement sur le thème «Réaliser un consensus pour un développement juste et durable». Des réunions se tiendront tout au long de l'année 2018 pour préparer le Sommet des dirigeants. **dates:** 30 novembre et 1er décembre 2018 **lieu:** Buenos Aires, Argentine **www:** <https://g20.argentina.gob.ar/en>

50e session de la Commission de statistique de l'ONU: La Commission de statistique de l'ONU tiendra sa 50e session du 5 au 8 mars 2019. **dates:** 5-8 mars 2019 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division de statistique de l'ONU **courriel:** statistics@un.org **www:** <https://unstats.un.org/home/>

Quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE): Le thème de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

est «Solutions novatrices pour les défis environnementaux et la consommation et la production durables». La session sera précédée par une réunion du Comité à composition non limitée des Représentants permanents (OECPR) prévue du 4 au 8 mars 2019. **dates:** 11-15 mars 2019 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** PNUE **courriel:** beatpollution@unenvironment.org **www:** <http://web.unep.org/environmentassembly/>

CdP14 Convention de Bâle, CdP9 Convention de Rotterdam et CdP9 Convention de Stockholm: La 14e réunion de la CdP à la Convention de Bâle, la neuvième réunion de la CdP à la Convention de Rotterdam et la neuvième réunion de la CdP à la Convention de Stockholm se tiendront consécutivement en 2019. **dates:** 29 avril - 10 mai 2019 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat des Conventions de BRS **téléphone:** + 41-22-917-8729 **télécopie:** + 41-22-917-8098 **courriel:** brs@unep.org **www:** <http://synergies.pops.int>

Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) 2019: Le FPHN 2019 abordera le thème «Donner aux gens les moyens d'agir et d'assurer l'inclusion et l'égalité». Il procèdera à un examen approfondi de : l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 10 (réduction des inégalités), l'ODD 13 (action pour le climat) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces), ainsi que de l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs), qui est revu chaque année. En outre, le FPHN 2019 examinera entre autres, le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR), qui est publié tous les quatre ans. **dates:** 8-19 juillet 2019 (provisoire) **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** Division des Nations Unies pour les objectifs de développement durable **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

Pour d'autres réunions, visiter l'adresse : <http://sdg.iisd.org/>

GLOSSAIRE

AAAA	Programme d'action d'Addis Abeba
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
APD	Aide publique au développement
CDP	Comité des politiques de développement
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et le Caraïbes
CPD	Consommation et production durables
DAES ONU	Département des affaires économiques et sociales
EAU	Émirats arabes unis
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ENV	Évaluation nationale volontaire
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
GES	Gaz à effet de serre
GSDR	Rapport sur le développement durable mondial
MMCE	Moyens de mise en œuvre
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
OSC	Organisations de la société civile
PDSL	Pays en développement sans littoral
PIED	Petits états insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRI	Pays à revenus intermédiaires
RRC	Réduction des risques de catastrophes
STI	Science, technologie et innovation